

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## Le capitalisme, c'est la guerre Guerre au capitalisme!

Au nom de la «liberté des peuples», un déluge de bombes et de feu s'abat depuis plusieurs semaines sur les populations civiles d'Afghanistan, obligeant des dizaines de milliers d'êtres humains, hommes, femmes, enfants, vieillards à fuir l'horreur, à s'entasser comme du bétail dans les camps de réfugiés aux frontières du Pakistan, dans l'espoir d'échapper à une mort effroyable. Ce qui les attend, au bout du voyage, ce sont les épidémies, le froid et la faim qui vont les condamner à une mort lente, non moins effroyable.

Voilà encore une fois mis à nu le vrai visage des expéditions «humanitaires» des grandes puissances dont la barbarie n'a vraiment rien à envier à celle des petits gangsters impérialistes du réseau Ben Laden.

Ceux qui déclenchent aujourd'hui le fer et le feu prétendent encore une fois défendre la loi. Leur loi, c'est celle du capitalisme mondial qui consiste depuis près d'un siècle à faire la guerre au nom de la paix, avec des moyens «propres», «efficaces», et bien «ciblés». Il s'agirait de démanteler le réseau terroriste sans toucher à la population civile. Pour preuve, en même temps que l'aviation américaine et britannique largue ses

bombes, des sacs de vivres sont parachutés à l'aveuglette pour donner à cette guerre un visage «humain» et «civilisé». Quand on sait que ces vivres sont réquisitionnés par les militaires talibans et qu'elles sont revendues au marché noir, on mesure tout le mépris des grandes puissances pour les populations civiles. Quant à l'aide humanitaire des organisations caritatives et autres ONG, elle ne peut être acheminée à cause, nous dit-on, des... difficultés du relief ou de la fermeture des frontières entre l'Afghanistan et le Pakistan. Aujourd'hui, alors que l'offensive américaine et britannique s'intensifie jour après jour, après plus de trois semaines de bombardements intensifs, on nous annonce encore que le terroriste Ben Laden est... «incapturable» !

Jamais le cynisme et l'hypocrisie de la «civilisation» bourgeoise n'avaient atteint un tel degré !

Cette guerre apparaît aujourd'hui lointaine, exotique, presque irréelle. Alors que la phase terrestre de l'opération «Liberté Immuable» a déjà commencé depuis plusieurs semaines, les médias restent très discrets sur la réalité des massacres. Pas de sang, pas de morts, pas d'image de combats. On nous parle

de quelques «dommages collatéraux», mais la guerre du Golfe nous a appris ce que cela signifiait : comme toujours, ce sont les civils qui sont les principales victimes, et en grand nombre, des «frappes chirurgicales» et des «bombes intelligentes». La bourgeoisie occidentale, au nom du «secret défense», a organisé un tel black out de la réalité du bain de sang que la guerre est aujourd'hui banalisée, noyée au milieu des autres catastrophes «accidentelles», comme celle de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, ou celle du tunnel du Gothard en Suisse.

Mais surtout, ce qui fait aujourd'hui la Une de l'actualité, c'est tout le barouf organisé autour du bioterrorisme. Chaque jour, on nous annonce de nouveaux cas d'anthrax, de nouvelles alertes à la mystérieuse «poudre blanche», pour nous faire oublier le pillage des villes d'Afghanistan soumises au terrorisme meurtrier des Etats-Unis et de leurs complices européens. Cette campagne hypermédatisée n'a pas d'autre objectif que de terroriser la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique, de lui faire croire qu'elle est quotidiennement attaquée, menacée sur ses lieux de travail par les méthodes sournoises des

réseaux terroristes. Etant la principale victime de ces «faits de guerre», elle n'aurait donc pas d'autre choix que d'apporter son soutien à cette guerre «juste» contre le terrorisme.

Voilà comment la bourgeoisie et ses médias aux ordres s'efforcent aujourd'hui de brouiller la conscience des prolétaires : en cherchant à leur faire croire que cette guerre est aussi la leur. Au lendemain du terrible attentat du World Trade Center, ne nous a-t-elle pas dit que nous devions tous «nous sentir américains» ?

Prolétaires, cette guerre n'est pas la nôtre ! C'est celle à laquelle se livrent tous les requins impérialistes, petits et grands, pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres. Ceux qui nous exploitent, nous licencient, nous plongent dans une misère croissante sont les mêmes que ceux qui bombardent, ou soutiennent les massacres. Les Bush, Blair, Chirac, Schröder et consorts appartiennent à la même classe d'assassins que Ben Laden. Et c'est toujours sur le dos des exploités et des populations civiles prises en otage que se font leurs sordides règlements de compte. Le capitalisme mondial est le seul responsable du terrorisme et de la

folie meurtrière dans laquelle s'enfoncent toujours plus l'humanité.

Prolétaires, ne nous faisons aucune illusion ! Le capitalisme, asphyxié par une crise économique insurmontable, ne peut que continuer à mettre la planète à feu et à sang. La prétendue «bonne volonté» des grands de ce monde ne pourra jamais stopper la spirale infernale de la barbarie guerrière. Les opérations de police des Etats-Unis et de leurs alliés européens ne peuvent que continuer à se multiplier. Après la guerre du Golfe de 1991 censée libérer le peuple irakien du «boucher de Bagdad», on a eu droit à la croisade anti-Milosevic au Kosovo. Aujourd'hui, l'homme à abattre, c'est «l'incapturable» Ben Laden. Et on peut être sûr qu'une fois cette guerre terminée, une autre plus meurtrière encore sera en préparation sous un autre prétexte.

Le «nouvel ordre mondial», cette «ère de paix» que le vieux Bush nous avait promise au lendemain de l'effondrement du bloc de l'Est, n'est qu'un pur mensonge. La paix est impossible dans le capitalisme.

La seule issue, la seule perspective d'avenir pour l'espèce humaine, c'est la destruction de ce système avant qu'il ne détruise toute la planète morceau par morceau. Et cette perspective, seule la classe exploitée, qui est la première et principale victime de la guerre, la détient entre ses mains. Pour cela, elle doit refuser de faire cause commune avec ses propres exploités et de s'en remettre aux lois barbares des gouvernements qui prétendent la protéger du terrorisme. Elle doit au contraire rester sur son propre terrain de classe, développer ses luttes contre la dégradation de ses conditions de vie, ne pas se laisser intimider et paralyser par la terreur que la bourgeoisie cherche à semer dans ses rangs, que ce soit par le renforcement du quadrillage policier de toute la vie sociale son couvert de plan «Vigipirate», ou la psychose des attentats renforcée par la campagne sur la maladie du charbon.

Prolétaires, à la guerre impérialiste des exploités et des massacreurs, opposons la lutte de classe !

(SUITE PAGE 2)

Camille (27 octobre)

PS, PC, VERTS, TROTSKISTES ...

## Ils parlent de paix pour mieux préparer la guerre

«La France prendra toutes ses responsabilités, aux côtés des Etats-Unis, dans l'œuvre de longue haleine qu'appelle l'éradication du terrorisme.» C'est ce que déclarait le socialiste Jospin trois semaines après les attentats sur le World Trade Center de New-York, en plein accord avec le gaulliste Chirac. Comme lors de la guerre du Golfe, comme lors de l'invasion de la Somalie, comme lors de celle menée au Kosovo il y a deux ans à peine, l'union sacrée se fait entre la droite et la gauche sans aucune ambiguïté ni même «dissension» de façade face à la guerre. L'intérêt impérialiste de la France est en jeu et tous parlent d'une même voix. Le PCF, lui aussi au gouvernement, se contorsionne lamentablement pour préserver une image «pacifiste», alors qu'il est mouillé jusqu'au cou comme tous ses amis de la «gauche plurielle», dont les Verts qui cherchent également à se démarquer de la politique guerrière du gouvernement.

Qu'ils soient ouvertement pour l'intervention militaire ou qu'ils soient «critiques», ces gens-là sont en fait des vaines en guerre patentées et n'aspirent qu'à entraîner la classe ouvrière dans leurs visées impérialistes.

Ainsi, le PS a toujours répondu présent, aujourd'hui comme hier.

### PS et PCF à l'avant-garde de l'union sacrée dans toutes les guerres impérialistes

Il s'agit d'une tradition ancrée depuis la Première Guerre mondiale dans la nature même de ce parti passé définitivement en 1914 dans le camp de la bourgeoisie. C'est un socialiste proche de Jaurès qui signa le décret de mobilisation générale en 1914 contre le militarisme prussien, pour «défendre les valeurs de la démocratie», et le gouvernement de guerre qui fut dirigé par le même Viviani comprenait un nombre important de socialistes à des postes-clé comme le ministère de la guerre ! On ne connaît encore que trop bien le rôle joué par Léon Blum -dirigeant de la SFIO, successeur direct du PS- dans le Front Populaire dont il préside le gouvernement entre 1936 et 1938, Front Populaire dont la fonction essentielle fut de préparer en France l'embrigadement de la classe ouvrière dans la Seconde Guerre mondiale à travers le développement de l'idéologie antifasciste pour la sauve-

garde de la démocratie. C'est à partir de cette époque, dès 1936, que le PCF deviendra un de ses plus fidèles alliés dans le déchaînement de l'antifascisme, mais aussi du pire chauvinisme et de l'union sacrée vers la guerre. Dans la perspective de la boucherie mondiale annoncée et du renforcement de l'économie de guerre, c'est le socialiste Blum, soutenu par Thorez, qui fit passer le service militaire de un an à deux ans et nationalisa les industries d'armement. Ce sont encore ces mêmes socialistes, main dans la main avec la droite gaulliste, mais aussi le PCF et les trotskistes entrant alors sur la scène impérialiste, qui entraînèrent les ouvriers dans la Résistance. Rappelons quel était le mot d'ordre du PCF au temps de la Libération : «Plus fort les coups sur le boche chancelant !»

Après 1945, ce sont des guerres coloniales dont se nourrissent les appétits «socialistes», suivis par le meilleur défenseur du capital national, le PCF, plus ou moins au gré des besoins de l'URSS. C'est un président du Conseil socialiste, dans le gouvernement duquel le PCF est présent, qui entame la guerre d'Indochine et fait réprimer dans le sang la

révolte malgache de mars 1947. Puis c'est la guerre d'Algérie au sujet de laquelle le socialiste Mendès-France, alors chef du gouvernement, disait : «L'Algérie, c'est la France, on ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre l'intégrité de la République.» Et jusqu'en 1956, le PCF (dont la politique est de pousser par ailleurs à «l'indépendance des peuples», dans le sens des intérêts soviétiques) tentera d'attirer le

### Dans ce numéro

#### France

La mobilisation des syndicats au service du capital ..... p. 2

#### Crise économique

La crise s'accroît, les conditions de vie du prolétariat se dégradent ..... p. 3  
Taxe Tobin : le retour d'une mystification ..... p. 3

#### Guerre en Afghanistan

Tract du CCI ..... p. 4  
Anthrax : Le terrorisme peut-être, terreur capitaliste sûrement ! ..... p. 4  
La croisade antiterroriste ne peut qu'aggraver le chaos mondial ..... p. 5

#### L'avenir de l'humanité

est toujours entre les mains du prolétariat ..... p. 8

# La mobilisation des syndicats au service du capital

Jamais une journée d'action syndicale, comme celle du 16 octobre, n'avait suscité autant de polémiques au sein des partis politiques et des syndicats. Maderlin, le patron des patrons, Seillière, le PDG de la SNCF, tout ce beau monde fustige le manque de «civisme» des syndicats, leur absence de «patriotisme social» et juge l'appel à des grèves et des manifestations comme «indécents» alors que la guerre fait rage en Afghanistan et qu'augmente la menace terroriste. Réplique de la gauche, à travers le secrétaire national du Parti Socialiste, Hollande : *«La grève est une liberté fondamentale dans notre République»*. Et voilà nos syndicats, FO et CGT en tête, suivis de leur rejeton d'extrême gauche, le Groupe des Dix, partis en guerre contre le patronat et la droite en se faisant les défenseurs intransigeants des revendications des travailleurs, et cela quel que soit le contexte international. Ainsi Blondel, dirigeant de FO, déclarait dans un meeting à Marseille : *«Il n'y a aucune honte pour les salariés à manifester dans le contexte international actuel. Que ce soit en matière de salaires, d'emploi et de retraites, ces revendications sont d'ailleurs encouragées par le gouvernement. A ceux qui me demandent si je suis patriote, je réponds que je suis pour le patriotisme économique qui se traduit par une revalorisation des salaires de la fonction publique du secteur nationalisé et du privé»*. Et dans le même sens, la CGT renchérit *«Il faut éviter que les exigences sociales ne soient étouffées sous le fracas des bombes»*. Et son dirigeant national, Thibault, ajoute : *«Il ne saurait y avoir de moratoire sur les grèves dès lors qu'il n'y a pas de moratoire sur les suppressions d'emplois. Je ne vois pas aujourd'hui d'argument plausible pour laisser les employeurs faire tout ce qu'ils ont envie de faire»*, et insiste sur le fait que *«le patro-*

*nat commence à spéculer sur la situation internationale pour justifier son refus d'entendre les revendications»*. Sans oublier le Groupe des Dix : *«Nous n'avons pas à justifier la grève et les manifestations dans le contexte international actuel, car les salariés ont des besoins sociaux et ne sont pas en guerre.»*

C'est en se présentant comme les défenseurs intransigeants des intérêts des travailleurs que les syndicats mystifient la classe ouvrière pour saboter toute volonté de lutter, permettant ainsi à l'Etat et au patronat de faire passer les mesures d'austérité. Et la «polémique» entre le patronat et les syndicats sur l'opportunité d'une journée d'action dans le contexte international actuel, vise à donner une image encore plus «radicale» à ces derniers.

Depuis quelques mois, la classe ouvrière subit de plein fouet une aggravation très nette de ses conditions de vie et de travail, les licenciements et le manque d'effectifs, les jeunes obligés de travailler avec des salaires de plus en plus bas dans des conditions d'exploitation très dures, sans parler de la mise en place des 35H qui soumet les travailleurs à la dictature de la rentabilité et de la productivité capitaliste, avec gel des salaires en prime.

## Les syndicats se mobilisent pour saboter les luttes...

De Moulinex à Philips, de la Poste à la SNCF en passant par les hôpitaux, dans de nombreuses entreprises, des conflits surgissent et englobent des revendications qui sont communes à tous les travailleurs. Alors que ce sont tous les secteurs ouvriers qui subissent les mêmes attaques, les syndicats, exploitant le manque de confiance de la classe ouvrière en elle-même, non seulement ont tout fait pour organiser la division et

la dispersion des luttes mais ils ont encore saboté toute réelle mobilisation de la classe ouvrière.

Contrairement à la déclaration de Blondel clamant que *«la journée du 16 octobre ne répond pas à un mot d'ordre d'appareil»*, les manifestations à Paris comme en province ont essentiellement mobilisé les appareils syndicaux et leurs troupes fidèles. Dans les entreprises, les syndicats ont entretenu la confusion sur les mots d'ordre de grève et les appels à manifester. Ce n'était pas une démonstration de force ouvrière, mais bien une démonstration de force des syndicats qui se présentent une fois encore comme les spécialistes de la lutte de classe sans lesquels les ouvriers ne peuvent pas se défendre. Encore une fois, les syndicats ont répondu présents pour encadrer, diviser, isoler les luttes. Une simple énumération des journées d'action du mois d'octobre est éloquent à ce niveau : dans les hôpitaux, en pleine négociation sur les 35H, les infirmières, puis les anesthésistes, puis les sages-femmes, sont appelés chacun dans leur coin à faire grève, puis c'est au tour de la Poste, c'est bureau par bureau que les 35H sont négociées. C'est bureau par bureau que les grèves sont menées et la liste pourrait être encore plus longue si on prend l'exemple de la SNCF ou dans les transports urbains; cette division ne concerne pas seulement le public, mais aussi le privé où les licenciements pleuvent à Moulinex, Bata, Nestlé ou encore Philips et là aussi les syndicats font tout pour enfermer les ouvriers dans l'entreprise, voire dans la région.

## ... et empêcher la réflexion dans les rangs ouvriers

Mais le rôle des syndicats ne s'arrête pas là. Il consiste également à tenter d'attaquer la réflexion que mènent

aujourd'hui de nombreux travailleurs. Les attentats terroristes aux Etats Unis, la guerre en Afghanistan, la brusque accélération de la crise économique, toute cette situation catastrophique pousse les ouvriers à essayer de comprendre ce qui se passe, à réfléchir sur comment lutter et contre qui. Une réflexion en profondeur que la bourgeoisie tente de torpiller en la menant sur de fausses problématiques : est-il opportun d'avancer des revendications lorsque le monde est en guerre ? Doit-on faire preuve de «patriotisme» économique et de «civisme» quand la nation est menacée par des dangers de toute sorte ? A ces fausses questions que mettent en avant la droite et le patronat, les syndicats prétendent répondre sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière : les ouvriers ne doivent pas avoir honte de lutter dans un contexte mondial difficile; celui-ci importe peu, ce qui compte ce sont les revendications, il ne faut pas faire intervenir la guerre dans les conflits sociaux. Cette problématique consistant à séparer et opposer les attaques économiques et la guerre est justement le meilleur moyen d'empêcher le développement de la conscience de classe des ouvriers, d'empêcher leur réflexion. Qui est responsable de ce déferlement de barbarie ? Quel lien existe-t-il entre l'aggravation de la crise et la guerre ? L'effort de guerre qui sera demandé à toute la population ne va-t-il pas accroître les mesures d'austérité ? Telles sont les questions que les syndicats s'efforcent aujourd'hui d'empêcher la classe ouvrière de se poser.

A travers cette pseudo-"polémique" entre syndicats et patronat, toutes les forces de la bourgeoisie tentent d'instiller "démocratiquement" dans la tête des ouvriers le poison du nationalisme, de la culpabilisation mais surtout d'éviter que les ouvriers prennent conscience

de la responsabilité du capitalisme dans toutes les catastrophes économiques et guerrières que l'humanité connaît actuellement. Voilà quel est l'objectif du discours «radical» des syndicats consistant à «couvrir le bruit des canons» : empêcher la classe ouvrière de prendre conscience que, face à la faillite de ce système, elle est la seule force de la société capable, à travers le développement massif de ses luttes contre les effets de la crise, de s'opposer au capitalisme, et d'offrir une perspective d'avenir à l'humanité.

Aussi, dès aujourd'hui, les ouvriers doivent prendre des initiatives pour développer leurs luttes, ne pas les laisser dans les mains des syndicats qui ne peuvent que les mener à la défaite. Ils doivent, sur les lieux de travail, dans les AG, élargir leurs préoccupations et intégrer dès à présent la question de la guerre dans les discussions. Car cette guerre, c'est la classe exploitée qui va devoir en faire les frais. Et cette facture que la bourgeoisie lui fera payer va constituer un facteur supplémentaire de dégradation de ses conditions de vie. Face à ces spécialistes du sabotage des luttes que sont les syndicats, les ouvriers doivent retrouver confiance en eux mêmes, prendre la parole dans les AG pour discuter des actions à mener avec l'objectif de construire un rapport de force en leur faveur, un rapport de force qui sera le résultat d'une unité de plus en plus grande des ouvriers avec des revendications communes à tous, au-delà de «son» entreprise ou de «son» secteur. Comment lutter ? Contre quels ennemis ? Dans quelle perspective ? C'est dès aujourd'hui que cette réflexion doit se mener.

André

## Ils parlent de paix pour mieux préparer la guerre

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

FLN et d'autres organisations algériennes derrière l'Union française, c'est-à-dire derrière l'impérialisme français. Et malgré la répression féroce du gouvernement socialiste en 1956, le PCF votera «l'effort de guerre» et l'envoi de contingents massifs en Algérie avec l'allongement de la durée du service militaire. C'est cela la politique pacifiste du PCF.

## Une défense indéfectible de l'impérialisme français

Revenus au pouvoir en 1981, nos deux larrons vont s'entendre à merveille dans la foire impérialiste au Liban et au Tchad, en votant de concert l'augmentation des crédits militaires pour permettre à l'impérialisme français d'y défendre ses intérêts et l'augmentation de 17,6% du budget de la Défense nationale en 1982. Et si le PCF développait à la même époque toute une propagande pacifiste et surtout antiaméricaine à travers la réactivation du «Mouvement pour la paix», ce n'était pas pour s'opposer aux intérêts de la France mais pour servir ceux de l'impérialisme russe. Il est clair que la sortie du PCF du gouvernement en 1984 n'eut rien à voir avec la question de la guerre mais fut liée directement à la question sociale.

Avec l'effondrement du bloc de l'Est et la dissolution du bloc adverse occi-

dental qui en découlait, le PS poursuivait sans relâche son objectif de serviteur zélé de l'impérialisme français. En 1991, avec la guerre du Golfe, les atermoiements de Mitterrand à rentrer dans le rang de l'intervention décidée par les Etats-Unis, au nom de la lutte hypocrite contre le sanguinaire dictateur Saddam Hussein et du «nouvel ordre mondial», n'étaient nullement dictés par des réticences à faire la guerre mais par une politique d'opposition à Washington. C'est de cela que la démission de Chevènement, alors ministre de la Défense, se voulait être une démonstration ouverte. Quant au PCF, champion déclaré du pacifisme, on le voyait dans l'opposition agiter le drapeau du nationalisme le plus exacerbé, justifiant sa position contre l'intervention française uniquement par le fait *«que la France (n'avait) rien à gagner ni même rien qui lui soit propre à défendre»*, dénonçant *«les intérêts étrangers qui (étaient) en cause dans cette guerre»* *«devenue américaine»*. Autrement dit, ce n'était pas contre la guerre que le PCF se déclarait, mais contre la guerre... aux ordres de l'Amérique ! L'anti-américanisme du PCF trouvait donc dans la nouvelle période de l'après-guerre froide un rôle encore plus directement destiné à mieux servir la bourgeoisie française.

Voyons à cette occasion quelle était la position des trotskistes, autres pacifistes à coloration anti-impérialiste, en-

core plus ouvrière, ceux qui ont plus encore que le PCF la prétention d'être «révolutionnaires». Que ce soit LO ou la LCR, tous les deux clamaient leur soutien à Saddam Hussein contre les impérialismes occidentaux, américains et français, c'est-à-dire justifiaient de cette façon la guerre en Irak.

Il y a tout juste deux ans, en revanche, au moment du déclenchement des bombardements massifs sur la Serbie, le concert de ces voix de gauche a été unanime pour justifier les massacres, au nom de l'humanitaire et de la défense du peuple kosovar menacé de génocide par le nouveau monstre international, Milosevic. Et si le PC s'est fait assez discret, tout en appuyant sans états d'âme publics la participation de la France, les Verts fraîchement intronisés parti de gouvernement, ont montré qu'ils étaient devenus un parti responsable devant la bourgeoisie, non seulement dans les attaques antiouvrières, mais encore sur la question cruciale et décisive de la guerre impérialiste. Leur héraut ex-soixante-huitard Cohn-Bendit hurlant plus fort que la meute pour que le parti «prenne ses responsabilités du devoir d'ingérence» face à Milosevic. Il est vrai que l'impérialisme français avait quelque chose à gagner dans l'affaire, celle de sa présence militaire qu'il défend bec et ongles depuis 1992 dans les Balkans et que la justification humanitaire était trop belle.

A présent, le PS se lance dans la lutte internationale *«contre le terrorisme»*, dernier prétexte de tous les gredins impérialistes pour se précipiter dans une nouvelle aventure guerrière.

## Le pacifisme est toujours une arme de la bourgeoisie

Mais cette fois-ci, si un Chevènement peut venir en soutien de ses amis socialistes légitimant *«la riposte américaine»*, le PCF et les Verts renâclent et «dénoucent» *«les actes de guerre décidés par le président Bush»* contre l'Afghanistan. Entraînant dans leur sillage tous les groupuscules genre AC !, ATTAC, etc. et les gauchistes de tous poils, LO et LCR au premier rang, ils appelaient par exemple à défilé le 11 octobre à Paris *«contre le terrorisme et contre la logique de guerre, pour la paix et la justice»*. Tout cela n'est que pure hypocrisie. Pour ce qui concerne les Verts, ils se sont en fait déclarés par derrière *«solidaires du gouvernement»*. Quant au PCF, il s'agit encore pour lui de montrer du doigt les Etats-Unis, à travers ses appels répétés à l'intervention de l'ONU, et de se poser en meilleur défenseur des intérêts français. Et, à l'occasion, il lustre sa casquette de pacifiste en chef, un de ses derniers atouts pour surnager dans la vie politique, tout en jouant le rôle de caution démocratique au gouvernement pluriel. LO et la LCR ne sont

d'ailleurs pas en reste et, comme le PCF dont ils montrent une fois de plus qu'ils sont les rabatteurs principaux, s'engouffrent principalement dans l'anti-américanisme «radical».

Les discours pacifistes de tous ces menteurs appointés par la classe dominante ne sont que des leurres destinés à tromper la classe ouvrière et lui faire quitter son terrain de classe. A la veille de la Première Guerre mondiale, le PS organisait des manifestations pacifistes monstres, déclarait la guerre comme abjecte et s'engageait à mobiliser toutes ses forces contre l'entrée dans la première boucherie mondiale. On a vu plus haut ce qu'il en a été en réalité. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le PCF mobilisait ses troupes dans les rues pour dénoncer les massacres à venir. Là aussi, on a vu comment il a tenu ses promesses, avec les trotskistes accrochés à ses basques. Voilà quel est le véritable objectif du pacifisme, sa véritable fonction, quelle que soit sa couleur politique et le verbiage qui le sous-tend, aujourd'hui comme hier : anéantir la conscience et la réflexion de la classe ouvrière, briser ses luttes et en définitive lui faire accepter de servir pieds et poings liés de chair à canon dans les massacres que fomentent des dirigeants de ce monde en pleine décrépitude.

KW (25 octobre)

# La crise s'accélère les conditions de vie du prolétariat se dégradent

Depuis l'entrée «trionphale» du capitalisme dans le 21e siècle (celui de la prétendue prospérité économique), les discours euphoriques ont dû céder la place à la puissante réalité historique de ce système : la crise.

Après nous avoir bassiné, notamment depuis 1997 en France, sur le «recul» du chômage et le développement des nouvelles technologies, la bourgeoisie reconnaît que tous les indicateurs économiques sont dans le rouge. C'est la valse des prévisions de la croissance corrigées et recorrectées encore à la baisse ; le FMI s'y est repris à trois fois pour estimer la croissance mondiale en 2001, passant de 4,8% à 2,7% ; pour la zone Euro, on est passé de 2,4%, initialement prévus, à 1,8%. Le ralentissement économique aux Etats-Unis est maintenant un fait patent depuis le début de cette année, et il entraîne l'Europe dans son sillage. La situation déjà catastrophique des pays dits «émergents» comme la Turquie ou l'Argentine s'est elle aussi aggravée si bien que ceux-ci sont maintenant au bord du précipice (voir *RI* n°315). Chute de la croissance, des investissements, des profits et augmentation des faillites d'entreprises, tout cela n'est pas un phénomène dont l'apparition est liée aux attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. Si ces derniers en ont constitué un facteur aggravant, en particulier dans le secteur du trafic aé-

rien, ils ont surtout été un prétexte pour anticiper certaines attaques contre la classe ouvrière, en mettant celles-ci sur le compte du terrorisme, alors que la dynamique d'aggravation de la crise allait de toute façon les rendre inévitables.

**La plongée vers la récession**

Toutefois, la classe dominante cherche encore à tromper la classe ouvrière mais aussi à s'illusionner elle-même en affichant un optimisme parfois grotesque. Ainsi, pour le gouverneur de la banque d'Angleterre, Edward George, la crise économique ne sera pas durable et on est même «*proche du point de retournement*». Quant à Reynders, le ministre belge des finances, il nous dit que «*la croissance est toujours là*» ! Un tel optimisme est souvent partagé par ceux qui s'accrochent aux espoirs placés dans les effets de la politique keynésienne de relance du gouvernement Bush (et aussi en Europe) impulsée au moyen d'un abaissement des taux d'intérêt passant de 3% à 2,5%. Rappelons quand même qu'au cours de cette année les Etats-Unis ont diminué 8 fois leur taux d'intérêt, ce qui n'a pas empêché la suppression de 113 000 emplois aux Etats-Unis pour le seul mois d'août. Mais le prix de l'illusionnisme revient certainement à notre ministre des finan-

ces, Fabius, qui, voyant dans la France une économie qui «*résiste bien*», admoneste les économistes qui «*décrivent une situation qui n'existe pas*». Il faut bien reconnaître qu'il est durement concurrencé dans sa spécialité par Pisani, le président du conseil d'analyse économique rattaché à Matignon, pour qui le plein emploi d'ici 2010 (voire 2005) est un «objectif pertinent».

Quelle indécence alors que c'est un immense raz-de-marée de licenciements qui submerge la classe ouvrière. En effet, il ne faut pas oublier que la principale victime de ce système moribond, celle qui paie avec sa chair et son sang cette abomination économique (de même que la barbarie militaire), c'est la classe exploitée, le prolétariat, ceux «*qui ne vivent qu'en trouvant du travail, et qui n'en trouvent que si le travail accroît le capital. Ces ouvriers contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre et se trouvent ainsi exposés à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.*» (*Le Manifeste communiste* de Karl Marx).

Partout dans le monde les taux de chômage sont en hausse avec des pics aux Etats-Unis. Les annonces de plans sociaux par les entreprises américaines

étaient de 15 400 une semaine avant les attentats ; elles sont passées à 24 500 pendant pour atteindre 57 700 depuis lors. Pour la seule ville de New-York ce sont 100 000 ouvriers qui risquent de perdre leur emploi. Ce qui pousse certains économistes à parler d'un taux de chômage de 7% en fin d'année (contre 4,5% actuellement).

**Le transport aérien malade de la crise mondiale du capitalisme**

Aujourd'hui, c'est dans le secteur des transports aériens que la déconfiture capitaliste est la plus probante. Bien sûr, comme nous l'avons dit, les attentats du 11 septembre y sont pour quelque chose dans la mesure où ils ont détourné temporairement de ce moyen de transport une partie de la clientèle des compagnies aériennes. Mais ils ont constitué un prétexte pour anticiper les licenciements, plus encore nécessaires que dans les autres secteurs. En effet, le secteur des transports aériens est celui qui est le plus affecté par la dégradation générale de l'économie capitaliste, les entreprises faisant des économies en limitant les déplacements de leurs cadres, et les particuliers en renonçant à des voyages coûteux.

Ainsi, en l'espace de quelques jours, l'industrie aérienne et aéronautique américaine a annoncé 100 000 suppressions d'emplois : 12 000 chez Continental Airlines, 11 000 chez US Airways, 20 000 chez United Air Lines, 20 000 chez Delta Airlines, 13 000 chez Boeing. Mais que ces derniers se rassurent, leur futur ex-PDG Leo Mullin leur promet des compensations «*qui compteront parmi les plus généreuses de l'industrie du transport aérien*». La belle affaire pour ces ouvriers désormais sans ressource si ce n'est cette indemnité royalement accordée ! Boeing, qui ne compte plus que sur une commande de 400 appareils en 2002 contre 520 initialement prévus, licencie 30 000 personnes.

Au Canada, Air Canada et le constructeur Bombardier suppriment ensemble 11 500 postes. En Australie, la seconde compagnie nationale, Ansett, a déposé son bilan bientôt imitée par sa maison mère Air New Zealand.

En Europe, 7 000 emplois sont supprimés par British Airways, 2500 chez Alitalia, idem chez Swissair complètement exsangue et qui entraîne dans son crash la compagnie française AOM et d'autres filiales : Sairlines, Flightlease mais aussi la compagnie belge Sabena où 12 000 emplois sont menacés. La compagnie scandinave SAS a quant à elle annoncé le licenciement de 1000 salariés afin d'améliorer sa rentabilité. Enfin LSG Skychief (filiale de l'allemande Lufthansa) a mis 4 800 salariés en congé forcé non rémunéré.

Cet assourdissant déluge de plans sociaux ne date pas d'aujourd'hui et ne se cantonne pas au seul secteur aéronautique. Pour l'année 2001 les plus importantes sociétés spécialisées dans la production de matériel high-tech en informatique ou dans les télécommunications auront supprimé 250 000 emplois (selon les statistiques et prévisions actuelles qui ne manqueront pas d'être revues à la hausse). Ce chiffre est de 20 000 pour le secteur de l'électronique et de la construction mécanique et 25 000 pour un ensemble de secteurs tels que la sidérurgie, l'habillement, etc.

Un tiers des entreprises allemandes compte réduire leur personnel dans les prochains mois, après des purges importantes déjà intervenues dans ce pays

depuis le début de l'année : 26 000 chez Daimler-Chrysler, 4000 chez Bayer, 14 500 chez Siemens, 4000 chez MAN (constructeur de poids lourds), 4700 chez KanstadtQuelle (grande distribution), 5000 à la Dresdner Bank.

Les vagues de licenciements intervenues depuis le début de l'année en France font partie du même mouvement : Danone, Bata, ... et maintenant Moulinex. La liste n'est évidemment pas exhaustive car il faudrait des pages entières pour recenser l'ensemble des annonces de licenciements.

Cette énumération déjà longue signifie concrètement des difficultés immenses, voire l'impossibilité, pour la classe ouvrière de vendre la seule chose qu'elle possède et lui permet de survivre : sa force de travail. La crise capitaliste est pour elle une véritable condamnation à une misère toujours plus profonde.

C'est ce qu'illustre, par exemple, le Japon, en récession depuis trois ans, et qui voit sa population de sans-abris en forte augmentation depuis cinq ans. On compte à ce jour 30 000 sans-abris dans l'archipel, concentrés dans les grandes villes comme Tokyo ou Osaka. On sait que 70% de ces SDF sont dans cette situation à la suite d'une restructuration ou de la faillite d'entreprises. En effet, la perte d'un emploi au Japon implique quasi simultanément la perte du logement étant donné que la plupart des ouvriers dorment dans les dortoirs de l'usine.

L'aggravation de la crise se répercute également par l'intensification de la flexibilité du travail afin d'optimiser la production. En Allemagne, Volkswagen oblige désormais les salariés, avec l'accord du syndicat IG Metall, à produire un nombre donné minimum de véhicules. La durée du temps de travail peut ainsi atteindre, selon la productivité, 42 heures par semaine sans que les heures supplémentaires effectuées ne soient rémunérées. Le chancelier Schröder appelle bien sûr les autres entreprises «*à suivre l'exemple de Volkswagen et d'IG Metall et à trouver des solutions novatrices*». Peter Hartz est un des ces novateurs qui proclame «*faire du social aujourd'hui c'est créer et maintenir des emplois compétitifs et raisonnables*». Dit autrement et plus clairement : si les ouvriers veulent conserver leur boulot ils doivent consentir à une aggravation de leurs conditions d'exploitation.

Enfin, plus on va vers la périphérie et plus la pauvreté s'impose de façon vertigineuse. Ainsi en Argentine, où la récession est présente depuis 40 mois, 14% de la population est désormais confrontée quotidiennement à la faim et 5 260 000 Argentins vivent en dessous du seuil de pauvreté. Fait significatif du délabrement de l'économie, le 25 septembre dernier, dans la région du Centre-Est, le secteur public mettait la clé sous la porte pendant 72 heures par manque d'argent : ainsi les écoles, comme les entreprises publiques, furent fermées par décret.

C'est l'accélération actuelle de la crise qui renvoie l'image réelle de l'état du monde et non pas tous les discours qu'on a pu nous servir sur la nouvelle économie et ceux qu'on nous servira encore sur le caractère provisoire des purges salutaires actuelles préparant un avenir meilleur. Le seul avenir ne peut venir que de la lutte du prolétariat dans sa mobilisation pour résister aux attaques et se préparer à renverser ce système.

Azel (14 octobre)

## TAXE TOBIN

# Le retour d'une mystification

Peu avant les attentats terroristes du 11 septembre et l'accélération guerrière qui s'en est suivi, la fameuse "taxe Tobin" a connu une spectaculaire publicité, signe qu'elle reste un des principaux poisons de l'arsenal idéologique de la bourgeoisie dès qu'elle ne peut plus masquer la réalité et la gravité de la crise économique.

Rappelons le contenu de cette calembredaine qui fut, entre autres, au programme de Jospin en 1995 : James Tobin, prix Nobel d'économie en 1971, avait pensé ponctionner d'environ 0,5% les transactions à court terme sur les monnaies, afin de favoriser la stabilité du marché monétaire et les taux de change entre les différentes devises. Pas vraiment de quoi casser trois pattes à un canard. La probabilité pour que ce genre de proposition technocratique-soporifique puisse remuer les foules par la seule force de sa profondeur est tout à fait nulle. Seulement voilà, la bourgeoisie a en permanence besoin de susciter de nouvelles explications et de nouvelles « solutions » à sa propre crise. A cette fin, depuis quelques années, la taxe Tobin est devenue le cheval de bataille de tout ceux qui prétendent inventer un capitalisme "propre". Cette nouvelle croisade révolutionnaire et internationale contre la spéculation est menée au premier chef par l'association ATTAC (animé par *Le Monde diplomatique*, les syndicats, les partis de gauche en sous-main) où l'on retrouve dorénavant Oskar Lafontaine, ancien ministre des finances allemand.

De Seattle à Gênes tous les manifestants anti-mondialisation se disent prêt à en découdre avec le capitalisme "sauvage" en lui imposant... une taxe ! Cet ultime avatar du slogan gauchiste de "faire payer les riches" est avant tout une mystification anti-ouvrière qui sert à masquer que la crise est avant tout une

crise de surproduction, dont la spéculation échevelée n'est qu'une conséquence. La part des capitaux qui trouvent à s'investir dans le secteur productif réel et se rentabilisent par la vente de marchandises devient la portion congrue, tandis que le placement spéculatif des capitaux tend à devenir la façon la plus efficace – et parfois la seule, en tout cas la plus rapide – pour faire fructifier le capital, sur la base d'un endettement généralisé (l'immense majorité des transactions financières se font avec des capitaux empruntés à la volée et "remboursés" par les résultats de la spéculation permise par l'endettement).

La classe ouvrière, à qui la bourgeoisie fait toujours payer ses pots cassés, n'a pas à chercher des "solutions" de rechange à l'irrationalité capitaliste. C'était déjà clair il y a plus d'un siècle, quand – déjà ! – la question se posait d'un "impôt sur la Bourse". Engels écrivait alors : "*Pour (...) l'impôt sur la Bourse, nous n'avons pas besoin de nier l'immoralité de la Bourse et l'escroquerie qu'elle représente ; nous pouvons même la dépeindre de façon fort suggestive comme le couronnement de l'accaparement capitaliste, le lieu où la propriété se ramène directement au vol, mais il faut conclure ensuite qu'il n'est pas du tout dans l'intérêt du prolétariat de briser cette belle fleur de l'économie actuelle, mais bien plutôt de la laisser s'épanouir en toute liberté, afin que même le plus bête comprenne à quoi aboutit l'économie actuelle. Laissons donc l'indignation morale à ceux qui sont assez cupides pour aller à la Bourse, sans être eux-mêmes des boursiers, et qui, comme il se doit, se font plumer.*" (Lettre d'Engels à Bernstein, 10/02/1883, in Marx-Engels, *Lettres sur Le Capital*, Ed. Sociales, 1964, Paris, page 323).

Tout y est. Il faut simplement souligner qu'à "l'indignation morale" contre la bourse, la spéculation et une "*mondialisation impudique et débridée*" (1), nos modernes petits et grands bourgeois surenchérissent de charité toute chrétienne en prétendant affecter les bénéfices virtuels de la taxe Tobin "*à l'annulation de la dette du tiers monde et/ou à tout projet d'envergure qui commande la coopération entre les nations – le climat, les pandémies*" (1) et d'ajouter : "*voilà une mondialisation qui aurait bien autre chose que du souffle : une âme*" (1). La messe est dite.

Enfin, cerise sur ce gâteau Tobin, ces mesures ne peuvent être prises que par les Etats... qui devraient faire fi de la concurrence et édicter des règles de bonne conduite dont on imagine bien que les mafias, banquiers, groupes financiers et industriels, agences militaires, etc. qui dominent l'économie mondiale se gaussent allègrement, d'autant que ce sont les Etats eux-mêmes qui spéculent sur les monnaies, pressurent les pays qu'ils sont sensés aider et permettent le surendettement généralisé comme condition *sine qua non* de la survie capitaliste.

Mais l'essentiel n'est pas là : il est de dévoyer le prolétariat de toute lutte concrète, pratique, par la grève, par la défense intransigeante de ses conditions de vie, par la solidarité entre ouvriers, au profit de revendications fumeuses et inter-classistes, sur lesquelles le prolétariat n'a aucune prise et dont l'Etat reste au final le seul arbitre. Jamais un impôt n'abolira la misère, le chômage et l'exploitation capitaliste.

BTD ( 22 octobre )

(1) William Abitbol, député européen et vice-président de la commission économique et monétaire, dans *Le Monde* du 29 août 2001.

La seule réponse à la guerre impérialiste : la lutte de classe internationale

Il était de la responsabilité des révolutionnaires de prendre position sur le nouvel acte de barbarie que constitue la guerre actuelle en Afghanistan, produit du capitalisme en pleine décomposition. C'est ce qu'a fait le CCI par la diffusion du tract que nous publions ci-dessous et qui a été distribué internationalement au lendemain des premières frappes aériennes sur l'Afghanistan.

En réponse à l'horrible crime de guerre du 11 septembre qui a causé la mort de plus de 6000 civils, les Etats-Unis et leurs 'alliés' déchaînent de nouveaux crimes guerriers tout aussi horribles.

Même avant que les premiers assauts ne soient lancés sur un Afghanistan déjà en ruines, des dizaines de milliers de réfugiés afghans étaient condamnés à mourir de faim et de maladie. La liste des morts va s'allonger de façon dramatique maintenant que les frappes militaires ont commencé. Les bombes et les missiles ne peuvent qu'entraver la livraison de nourriture à tous ces affamés, et toute la publicité sur le largage de rations alimentaires par les avions américain n'y change rien. De même quand on nous parle de 'frappes ciblées', nous avons déjà entendu ça auparavant, dans les guerres contre l'Irak en 1991 et la Serbie en 1999. Les populations de ces deux pays vivent toujours avec les résultats dévastateurs de ces bombardements 'humanitaires'.

On nous dit que cette nouvelle guerre est une guerre pour la défense de la démocratie et de la civilisation contre un réseau de fanatiques islamistes menés par Ben Laden. Mais Ben Laden et ses acolytes, en entreprenant délibérément de massacrer autant de civils que possible, ne font que suivre l'exemple que nous donnent les soi-disant Etats civilisés. Car la civilisation qui dirige l'ensemble de la planète aussi bien en

'Occident' que dans le 'monde musulman', est la civilisation capitaliste, et c'est ce système social qui connaît un profond déclin depuis la Première guerre mondiale.

Dans son époque de déclin, il nous a déjà donné en même temps que les camps de la mort du nazisme et du stalinisme, les bombardement de Londres (le blitz), de Dresde et de Hambourg, d'Hiroshima et de Nagasaki, du Vietnam et du Cambodge ; et c'est aussi au nom de la démocratie et de la civilisation qu'ont été menées la majorité de ces tueries. Rien que pendant la dernière décennie, ce que cette civilisation nous a apporté, ce sont des massacres, en Irak et au Koweït, en Serbie et au Kosovo, en Algérie, au Rwanda, au Congo, en Tchétchénie et au Moyen-Orient.

Dans toutes ces tragédies, ce sont avant tout les populations civiles qui ont été prises en otage, forcées de fuir, torturées, violées, bombardées et parquées dans les camps de concentration. C'est cela la civilisation qu'on nous demande de défendre - une civilisation qui vit maintenant en état de guerre sans fin, qui s'enfonce de plus en plus dans sa propre décomposition, menaçant la survie même de l'humanité.

La vraie raison de la guerre

La 'guerre contre le terrorisme' est un total mensonge. Non seulement parce que les grandes puissances démocratiques utilisent elles-mêmes les méthodes de la terreur (les Etats-Unis par exemple ont soutenu l'IRA, les Contras, le fondamentalisme islamique en Algérie et... Ben Laden lui-même qui a débuté sa carrière comme agent de la CIA contre les russes en Afghanistan), mais aussi parce que 'la lutte contre le terrorisme' n'est pas la vraie raison des actes militaires actuels. L'effondrement du bloc de l'Est en 1989 a provoqué dans son sillage la désintégration du bloc occidental. Les Etats-Unis se sont donc

trouvé confrontés à une situation mondiale dans laquelle les grandes puissances et de nombreuses puissances secondaires qui étaient auparavant ses alliées, ont cherché à défier leur domination et poursuivi leurs propres ambitions impérialistes. Cela a mené les Etats-Unis à trois grands déploiements de force militaire durant la dernière décennie : contre l'Irak, contre la Serbie et maintenant contre l'Afghanistan. A chaque fois, les 'alliés' des Etats Unis comme la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, n'ont pas eu d'autre choix que de participer aux alliances dirigées par les Etats Unis, ou se mettre totalement hors jeu sur l'échiquier impérialiste mondial.

Mais plus les Etats-Unis cherchent à imposer leur autorité, plus ils provoquent de tensions et de conflits. Avant le 11 septembre, l'Amérique rencontrait une hostilité de plus en plus grande de la part de ses anciens alliés en Europe, sur les accords de Kyoto, sur le bouclier anti-missiles et sur l' 'Euro-corps'. Aujourd'hui, elle utilise 'la guerre contre le terrorisme' pour ramener à coups de fouet ses 'amis' dans la ligne, et pour acquérir des positions stratégiques majeures dans toute la région autour de l'Afghanistan, depuis le Moyen-Orient jusqu'au sous-continent indien.

Pour le moment la 'Coalition contre le Terrorisme' cache les divisions entre les Etats-Unis et les autres puissances. Mais ces divisions éclateront de nouveau et encore plus ouvertement dans le futur. Déjà la guerre a un effet profondément déstabilisant sur le monde 'musulman', provoquant de nouveaux conflits qui vont être à leur tour utilisés par les rivaux des américains. Loin de créer un monde plus 'sûr', la guerre actuelle ne fera qu'empirer la descente dans le chaos guerrier.

Cela comprendra certainement d'autres atrocités terroristes meurtrières qui sont devenues aujourd'hui une méthode ordinaire de la guerre impérialiste.

La classe ouvrière est la principale victime de la guerre capitaliste

Avec le massacre du 11 septembre, nous sommes entrés dans une nouvelle étape du conflit impérialiste mondial, une étape dans laquelle la guerre deviendra plus permanente et plus étendue que jamais depuis 1945. Et comme dans toutes les guerres du capitalisme, la classe ouvrière et les secteurs les plus pauvres de la société seront les principales victimes. Dans les tours du World Trade Center, la majorité des morts étaient des employés de bureau, des ouvriers, des femmes de ménage, des pompiers, bref des prolétaires. En Afghanistan, ce sont les plus démunis qui paieront le prix le plus fort, qu'ils soient enrôlés de force dans les armées des Talibans ou qu'ils fuient à la fois le gouvernement et l'assaut américain pour tenter de survivre.

Et la classe ouvrière n'est pas seulement victime dans sa chair ; elle est aussi victime dans sa conscience. Aux Etats-Unis, la bourgeoisie utilise l'indignation et le dégoût légitimes créés par les attaques terroristes pour exciter les pires formes d'hystérie patriotique, pour appeler à l' 'unité nationale', à la solidarité entre les exploités et les exploités.

En Europe, on nous dit que 'maintenant nous sommes tous américains', cherchant là encore une nouvelle fois à transformer la sympathie pour les victimes en un soutien au nouvel effort de guerre. Et quand on ne demande pas aux ouvriers de prendre parti pour la civilisation contre le terrorisme, on leur demande de voir dans Ben Laden un symbole de la 'résistance' à l'oppression et de se préparer à la 'Guerre sainte', comme en Afghanistan, au Pakistan, au Moyen-Orient, ou chez les populations 'musulmanes' des pays centraux. Dans cette version des événements, les américains auraient eu 'ce qu'ils méritent' le

11 septembre. Cette idéologie 'anti-américaine' ne constitue rien d'autre qu'une autre forme de racisme et de chauvinisme, c'est-à-dire encore une autre façon d'empêcher les ouvriers de voir leur véritable identité de classe qui dépasse toutes les frontières nationales.

Dans le monde entier, le prolétariat est soumis à la terreur étatique au nom de la lutte contre le terrorisme. Pas seulement la terreur imposée par le climat de frénésie nationaliste, mais aussi par les mesures de répression très concrètes qui sont établies partout dans le monde. La véritable frayeur provoquée par les attaques terroristes fournit à la classe dominante le climat parfaitement adapté pour augmenter tout son système de contrôles policiers, de contrôles d'identité, d'écoutes téléphoniques et autres mesures de 'sécurité' qui seront utilisés demain, non pas contre des suspects terroristes ; mais contre les ouvriers et les révolutionnaires qui combattent le capitalisme. La question des cartes d'identité qui est actuellement posée aux Etats Unis et en Grande Bretagne, ne constitue que la partie visible de l'iceberg.

La réponse à la guerre n'est pas le pacifisme mais la lutte de classe

La classe dominante sait qu'elle a besoin du soutien loyal de la population tout entière et, par dessus tout, de la classe ouvrière si elle veut faire avancer ses visées impérialistes à un niveau supérieur. Elle sait que le seul obstacle véritable à la guerre est la classe ouvrière qui produit la plus grande partie des richesses sociales, qui est la première à mourir dans les guerres du capitalisme. Et c'est précisément pour cela que les ouvriers doivent rejeter toute identification à un quelconque intérêt national. Pour lutter contre la marche à la guerre, ils doivent reprendre et développer leur lutte pour leurs propres intérêts de classe. La lutte contre les licenciements qui

(SUITE PAGE 6)

ANTHRAX

Terrorisme peut-être, terreur capitaliste sûrement !

La psychose des lettres bourrées de poudre blanche s'est emparée en quelques jours de la plupart des grands pays développés et même du monde entier. Trois morts à ce jour aux Etats-Unis, une douzaine d'autres personnes atteintes par la maladie du charbon et voilà que cela suffit à créer une terreur phénoménale. Celle-ci a pris la place de la psychose des avions de ligne suicides jetés sur des buildings bourrés de civils, faisant presque oublier les 6000 morts du World Trade Center.

Or, cette affaire de l'anthrax tombe vraiment bien pour les grands projets militaires américains. Comme par hasard, la série d'attentats à l'anthrax a commencé au moment où l'administration américaine venait de clairement laisser entendre que son projet était de prolonger la guerre en Afghanistan en l'étendant à d'autres pays. Pour faire accepter une telle déclaration de guerre tous azimuts, il faut bien créer un conditionnement approprié de la population. N'a-t-on pas assisté, peu avant les premiers cas d'anthrax décelés aux Etats-Unis, à un matraquage médiatique sur les «risques de menace bactériologi-

que» ? Le premier pays visé est à l'évidence l'Irak, depuis longtemps désigné comme le plus puissant pays arabe sur le plan militaire et notamment sur le plan du développement des armes chimiques et bactériologiques. Et voilà que les médias occidentaux découvrent aujourd'hui que, lorsque les inspecteurs de l'UNSCOM contraignent Saddam Hussein à démanteler ses usines d'armement chimique et biologique, un stock de 400 000 litres de bacille du charbon liquide ne fut jamais retrouvé. Là dessus, le même UNSCOM révèle aujourd'hui que l'Irak a acheté l'appareillage nécessaire à la transformation du bacille sous forme liquide en poudre.

Certes, les spores de bacille qui ont été acheminés à travers la poste américaine viennent peut-être de ce fameux stock irakien. Mais ils peuvent aussi bien venir de ceux de n'importe quel Etat développé, à commencer par les Etats-Unis eux-mêmes, qui font partie, avec la Russie et d'autres, des Etats qui détiennent ou développent des armes biologiques. D'ailleurs, l'hypocrisie des Etats occidentaux qui s'insurgent contre l'ignominie du «bioterrorisme» va très

loin. En effet, les premières recherches sur l'utilisation de la maladie du charbon comme arme de guerre datent de la Seconde Guerre mondiale. Et qui s'est alors lancé dans une aussi barbare entreprise ? L'Allemagne hitlérienne ? Mais non, le pays de Churchill et de sa gracieuse Majesté ! En 1942, le projet de disperser de l'anthrax sur le territoire de l'Allemagne fut envisagé et, dans ce but, un test grandeur nature fut entrepris dans une petite île des Highlands écossais, l'île de Gruinard, sur un troupeau de moutons parqués là qui moururent tous au bout de trois jours. L'île de Gruinard du être mise en quarantaine et 50 ans plus tard, malgré les tentatives de désinfecter l'île, le sol y est encore infesté de spores extrêmement résistants et mortels. En effet, pour peu qu'il soit enfoui dans le sol, ce poison mortel peut y dormir pendant des centaines d'années sans perdre de sa virulence. Et depuis lors, c'est cette fois à l'armée américaine qu'on doit l'utilisation - plus ou moins aujourd'hui reconnue - d'armes bactériologiques durant la guerre de Corée, et notamment d'armes à l'anthrax et au bacille botulique.

Alors aujourd'hui, ce n'est pas une quinzaine de victimes (même américaines) qui vont faire reculer les services secrets de Washington, dont chacun sait qu'ils en ont des milliers d'autres à leur actif, si cela sert les intérêts du capital américain. A moins que le coup ne vienne de groupuscules terroristes d'extrême droite américains, comme l'hypothèse en a été émise (ce qui n'est d'ailleurs pas incompatible avec une implication de la CIA qui infiltre comme il se doit ce milieu).

Mais, que ces courriers mortels soient expédiés par Ben Laden ou par l'activité occulte de l'Etat américain, que le poison vienne d'Irak ou de laboratoires occidentaux, en tout cas une chose est certaine : au delà des projets de guerre à l'Irak, la politique de l'Etat bourgeois, aux Etats-Unis comme d'ailleurs en Europe, consiste à tout faire pour entretenir et faire monter la panique dans la population, tout simplement parce qu'elle y a tout intérêt.

En France, après les événements du 11 septembre qui ont donné le signal du plan Vigipirate 2, le gouvernement se prépare à renforcer encore les mesures

de surveillance face au danger du bioterrorisme cette fois. En Allemagne (où aucun cas d'anthrax n'a été signalé, pas plus qu'en France), l'Etat fédéral a décidé d'envoyer des blindés (sic) spécialisés dans la lutte contre les armes chimiques dans les différents Länder du pays.

La bourgeoisie occidentale a besoin de cette " terreur insaisissable " d'abord pour justifier son soutien à la croisade impérialiste de l'oncle Sam et de son allié britannique, ensuite pour imposer sa propre terreur de classe, bien concrète et omniprésente celle-là : les contrôles policiers permanents sur la population et autres remises en cause de toutes sortes de «mesures de respect de la liberté individuelles» dont se gargarisent d'habitude les Etats démocratiques.

C'est aussi cette terreur de la «menace bioterroriste» qui sert à entretenir le mythe du «conflit des civilisations» dont le but n'est autre que de diviser la classe ouvrière, en semant la peur, la méfiance et la haine entre prolétaires en fonction de la couleur de leur peau ou de leur origine géographique.

PE (27 octobre)

# La croisade antiterroriste ne peut qu'aggraver le chaos mondial

C'est avec une rapidité extraordinaire que la police et les services secrets américains ont montré du doigt les coupables des attentats du 11 septembre : Oussama Ben Laden et son réseau terroriste Al-Qaida. Ils désignaient du même coup l'objet des représailles guerrières : le régime taliban et le pays qui servait de base aux terroristes : l'Afghanistan.

## A qui profite le crime ?

Les USA ont donc réagi en incriminant la responsabilité des " Etats-voyous ". Pourtant, si une puissance a pu retirer des bénéfices impérialistes des attentats du 11 septembre, c'est bien les Etats-Unis.

Les attentats terroristes auront permis à la bourgeoisie américaine de réaliser un gigantesque coup de force dans l'arène mondiale au nom de l'anti-terrorisme. Ils auront fourni un prétexte rêvé pour prendre pied aux portes de l'Asie en occupant militairement l'Afghanistan et les pays limitrophes, c'est-à-dire les anciennes places fortes de son grand rival impérialiste d'il y a vingt ans, l'URSS. C'est là une spectaculaire percée stratégique américaine vers les terres et les mers chaudes d'Asie. Pour la première fois, l'impérialisme américain est à même d'investir toute l'Asie Centrale et ne se limite plus à chercher à conserver et renforcer un contrôle direct de la Méditerranée, à partir du Proche et du Moyen-Orient. Les Etats-Unis en annonçant une " guerre longue et dure " entendent légitimer le renforcement de leur présence militaire permanente dans la région (déjà assurée dans le Golfe par la présence de leur bases à Dharan en Arabie), au détriment direct de leurs rivaux déclarés ou potentiels et en forçant leur consentement.

En occupant militairement l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, deux ex-républiques de l'empire éclaté de l'URSS, les Etats-Unis supplantent la Russie dans ses anciennes chasses gardées moyennant un " deal " qu'ils lui imposent désormais pieds et poings liés en mettant en avant des intérêts communs pour agir contre le " terrorisme intégriste ".

Les Etats-Unis coupent ainsi en même temps l'herbe sous le pied des ambitions nouvelles de la Chine d'étendre son influence sur l'Asie Centrale. Du même coup, ils barrent désormais la route aux avancées impérialistes réalisées par l'Allemagne vers l'Est ces dernières années, que ce soit dans les Balkans et dans la zone faisant partie de l'ancien glacis russe ou par le jeu d'alliances que la bourgeoisie germanique cherche à s'aménager au Proche ou au Moyen-Orient, de la Turquie à l'Iran, indispensable pour prétendre se poser en futur rival principal des Etats-Unis.

Ils ont également démontré aux yeux de toutes les autres puissances leur capacité à intervenir militairement en n'importe quel point de la planète.

Il n'est pas à écarter que la menace terroriste ait été délibérément ignorée et que les " négligences incompréhensibles " des services de renseignement américain face au danger d'actes terroristes aient été voulues (1).

De toutes façons, ce qui est clair, c'est que l'ancien espion Ben Laden formé et recruté par la CIA en 1979 dans le conflit contre l'URSS continue à rendre de fief services aux Etats-Unis. Il joue pratiquement le même rôle de bouc émissaire que le dictateur Saddam Hussein qui avait permis aux Etats-Unis de

monter leur opération militaire dans le Golfe visant en fait à remettre au pas ses anciens alliés après la dislocation du bloc occidental.

## Les enjeux de la guerre

La guerre du Golfe avait pour vocation de faire taire les velléités de contestation de l'hégémonie américaine qui s'étaient manifestées après l'éclatement du bloc russe, en particulier de la part de la France et de l'Allemagne. Et c'est pour préserver leur rôle de gendarme du monde que les Etats-Unis avaient effectué cette spectaculaire opération militaire.

Depuis, il y a eu l'éclatement de l'ex-Yougoslavie sous la pression de l'Allemagne poussant la Slovénie et la Croatie à proclamer leur indépendance qui a permis à l'impérialisme germanique de marquer des points dans sa poussée vers l'Est et la Méditerranée aux dépens de la Serbie. Puis dans l'extension du conflit des Balkans en Bosnie, au Kosovo, en Macédoine, les " seconds couteaux " britanniques et français se sont démarqués de la tutelle américaine pour défendre leurs intérêts propres en se retrouvant également opposés à l'Allemagne.

Ce développement de la contestation généralisée envers les Etats-Unis oblige ces derniers à utiliser toujours davantage leur force brute et leur suprématie militaire écrasante pour préserver leur statut de gendarme du monde. C'est pourquoi si l'opération guerrière " Liberté immuable " menée sous la bannière de la croisade anti-terroriste a vu battre le rappel des " alliés " de la guerre du Golfe, contrairement à cette époque où " l'alliance " incorpora les forces militaires de plusieurs Etats européens et arabes (notamment l'Arabie Saoudite et la Syrie), ils affichent leur détermination à assumer leurs responsabilités militaires essentielles sans l'aide de la plupart des puissances européennes (à l'exception de la Grande-Bretagne). Ils ne peuvent bien entendu qu'obliger ces dernières à les soutenir mais la France et l'Allemagne notamment se retrouvent écartées du cœur des opérations militaires. Pour maintenir leur présence sur le terrain, elles sont contraintes d'accepter de se voir reléguées à des rôles subalternes de services de renseignements ou des actions secondaires de commando. Les Etats-Unis leur signifient clairement qu'ils ne supporteront aucune entrave à leur action armée.

D'ailleurs, le positionnement actuel des autres grandes puissances vis-à-vis de l'intervention des Etats-Unis en Afghanistan sont aujourd'hui tout aussi révélatrices des prétentions impérialistes de chacune d'entre elles.

Aujourd'hui comme lors de la guerre du Golfe, la bourgeoisie britannique a tout intérêt à se positionner comme le meilleur lieutenant des Etats-Unis, se retrouvant même aux avant-postes au niveau militaire avec 25 000 hommes directement engagés dans les combats. Ce rapprochement avec les Etats-Unis s'explique par une connivence d'intérêts impérialistes et aussi par la rivalité d'intérêts directement antagoniques avec ceux de la France dans la région. Comme lors de la guerre du Golfe, la région de l'Afghanistan, de même que l'Irak, fait partie de la zone de domination traditionnelle de l'impérialisme anglais. Grâce à sa vieille expérience colonisa-

trice, la Grande-Bretagne connaît très bien la région et les cliques en présence. Elle sait que les Etats-Unis ont besoin d'elle et qu'elle a un rôle majeur à jouer. Pour les opérations terrestres, elle dispose des meilleures troupes spécialisées au sol et connaît parfaitement les régions difficiles concernées, contrairement aux Américains. Elle estime avoir davantage d'atouts pour préserver sa part de gâteau que lors de la guerre du Golfe où son aide aux Etats-Unis ne lui avait rien apporté et ce ressentiment avait largement contribué à opérer sa nette démarcation par rapport aux Etats-Unis dans les années suivantes. Mais la lucidité remarquable de la bourgeoisie britannique lui permet de comprendre qu'aujourd'hui son intérêt exige une coopération fidèle avec la bourgeoisie américaine.

L'impérialisme français a des intérêts diamétralement opposés. Il tente de reprendre pied au Liban dont il a été évincé par les Etats-Unis depuis les années 1980. Il entretient des liens avec la Syrie et montre sa constante sollicitude et sa " préoccupation " envers " le sort du peuple palestinien ". Aujourd'hui, l'impérialisme français n'a pas d'autre choix pour pouvoir garder un pied au Moyen-Orient que de proposer ses services sur le terrain de l'antiterrorisme. Un de ses atouts majeurs était précisément l'Afghanistan où la France a été en pointe pour appuyer à fond le francophile commandant Massoud avant son assassinat en septembre dernier. Celui-ci avait d'ailleurs été reçu avec les honneurs dus à un chef d'Etat en avril dernier à Paris et la bourgeoisie française l'avait même à cette occasion imposé au parlement européen de Strasbourg. Donc la carte de la France est avant tout celle de l'Alliance du Nord, même si Védrine s'est déclaré partisan d'une mise en place d'une coalition gouvernementale plus large sous l'égide du vieux roi Zaher.

La Russie de Poutine a également assorti son aval humiliant à l'entreprise militaire des Etats-Unis d'un soutien déclaré à l'Alliance du Nord qui fut pourtant l'ennemi le plus irréductible et le plus ancien de l'ex-URSS depuis l'invasion de l'Afghanistan en 1979.

L'Allemagne, derrière ses offres de service (la mobilisation de 35 000 hommes), entend profiter de l'occasion pour développer une nouvelle intervention de la Bundeswehr à l'extérieur de ses frontières et elle mise sur cette présence sur le terrain pour renforcer sa coopération avec des pays comme la Turquie d'un côté, l'Iran de l'autre. Mais on l'a vu, la percée de l'Allemagne va s'avérer plus délicate dans le contexte de l'occupation militaire américaine. Dans cette région, la bourgeoisie germanique ne peut que jouer le même rôle que la France : tenter de déstabiliser plus ou moins ouvertement la mainmise américaine.

Tout cela augure déjà des futures dissensions au sein de la vaste coalition actuelle.

## Vers davantage de chaos et de barbarie guerrière

Pour s'opposer à la dynamique de " chacun pour soi ", les Etats-Unis sont obligés de s'impliquer de plus en plus sur le terrain directement militaire. Ainsi, ils sont également contraints de taper à chaque fois de plus en plus fort, sous peine de perte de leur leadership, deve-

nant ainsi les premiers responsables d'une constante fuite en avant dans la logique guerrière du capitalisme.

Sur place, les Etats-Unis sont contraints de miser avant tout sur l'aide du Pakistan, qui ne veut à aucun prix une arrivée au pouvoir de l'Alliance du Nord en Afghanistan. Il est clair aujourd'hui que les Etats-Unis n'apportent aucune aide à cette dernière pour percer le front des talibans mais au contraire paralysent au maximum ses combattants dans leur réduit pour les empêcher de s'emparer de Kaboul. Ils ne misent ainsi nullement sur la principale " force de résistance " du pays. A l'inverse, leurs laborieuses tractations diplomatiques visent à installer au pouvoir un vieux roi fantoche et à instaurer une coalition gouvernementale allant jusqu'à inclure des " talibans modérés ". Ce plan qui passera certainement par un écrasement au moins partiel (ou un affaiblissement considérable) des forces de l'Alliance du Nord n'est pas sans rappeler dans son cynisme la guerre du Golfe lorsque les Etats-Unis avaient laissé intacte une partie de l'armée irakienne pour qu'elle puisse écraser au nord et au sud du pays les rébellions des minorités kurdes et chiites (qu'ils avaient auparavant exhorté à se soulever) parce que leur intérêt était d'assurer la stabilité politique future du pays.

Cette nouvelle donne dans les rapports de force inter-impérialistes ne peut qu'aviver partout les tensions guerrières. Et cette accélération du chaos est déjà perceptible actuellement.

Le soutien de la Maison Blanche au régime pakistanais a suscité la colère de l'Inde qui craint de se voir lésée dans leur conflit sur le Cachemire. En réponse à cela, l'Inde a déclenché à nouveau des bombardements en territoire pakistanais.

La situation au Moyen-Orient se dégrade à toute vitesse, comme une trainée de poudre. Les Etats-Unis pensaient profiter de leur intervention pour imposer la relance d'un processus de paix entre Palestiniens et Israéliens au Moyen-Orient appuyé par Blair qui venait d'assurer publiquement devant Arafat " la légitimité d'un Etat palestinien viable dans la région ". Au contraire, alors qu'Israël manifestait quelques velléités conciliatrices, provoquant le départ de la coalition gouvernementale de deux fractions d'extrême-droite, l'assassinat du ministre du tourisme israé-

lien (en réponse au " meurtre ciblé et commandité " d'un chef du FPLP) déclenchait une nouvelle vague de violences dans les territoires autonomes (la plus meurtrière depuis les accords d'Oslo), avec l'occupation par Tsahal de Bethléem et le blocus de Jénine.

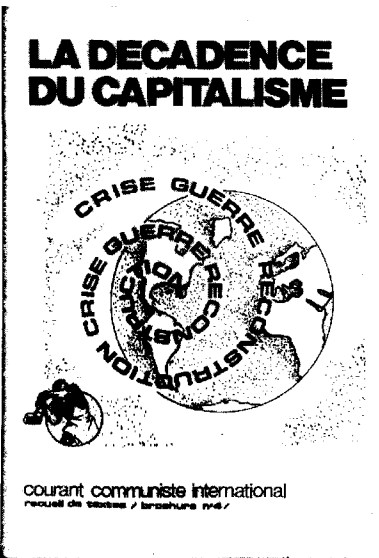
L'intervention militaire en Afghanistan ne peut apporter ni la paix, ni la liberté, ni la justice, ni la moindre stabilité, pas plus que la " fin du terrorisme " mais au contraire ne peut qu'entraîner un surcroît de guerre, de barbarie et de misère en aspirant les populations dans un tourbillon insensé de désespoir, de vengeance et de haine. Elle prépare en même temps une rivalité plus directe des Etats-Unis avec les autres Etats européens dans la région.

Les différentes bourgeoisies nationales aux prises en Afghanistan démontrent à quel point leur prétendue croisade anti-terroriste est une foutaise, un répugnant mensonge idéologique. Elles démontrent quotidiennement qu'elles se fichent éperdument des victimes du terrorisme comme des morts de la guerre et du sort des populations locales bombardées. Les 6000 morts des Twin Towers sont cyniquement exploités à seule fin de propagande guerrière. Comme les " body bags " annoncés de la soldatesque en action, ils font partie de la dette de sang de plus en plus lourde d'un système d'exploitation inhumain en pleine putréfaction. Derrière la défense de leurs sordides intérêts de vautours impérialistes qui anime chaque bourgeoisie nationale, il y a le capitalisme qui, en précipitant la planète dans un chaos sanglant, est le véritable responsable de ce déchaînement de barbarie. Cette exacerbation du chaos est bien le seul avenir que nous réserve le capitalisme.

CB

(1) Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire des Etats-Unis. Le 8 décembre 1941, le projet d'attaque de la base américaine de Pearl Harbor à Hawaï où était regroupée la majorité des forces américaines par les forces aéronavales japonaises étaient connues par les services secrets qui en avaient informé les plus hautes autorités politiques du pays et celles-ci avaient laissé faire en n'en informant pas l'état-major militaire. Le " choc " de cette attaque et les pertes provoquées avaient permis de justifier l'entrée des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale et d'obtenir l'adhésion de la population américaine et de tous les secteurs de la bourgeoisie nationale.

## LISEZ NOS BROCHURES



# L'avenir de l'humanité est toujours entre les mains du prolétariat

(SUITE DE LA PAGE 8)

l'embrigadement de dizaines de millions d'ouvriers dans la guerre en 1914 et 1939, le prolétariat, en développant ses luttes de résistance à la crise ouverte du capitalisme à la fin des années 60, a constitué le seul et unique obstacle au déclenchement d'une 3e guerre mondiale.

## La contre-offensive de la bourgeoisie n'a pas inversé le cours historique

Si, tout au long des années 70 et 80 la classe ouvrière, grâce aux développement de ses luttes, a pu empêcher la bourgeoisie de déchaîner une nouvelle guerre mondiale (laquelle aurait probablement signifié la fin de l'humanité compte tenu de la puissance de destruction des armements modernes), elle n'a pas trouvé la force d'affirmer sa propre alternative historique : le renversement du capitalisme et l'instauration d'une nouvelle société basée non sur l'exploitation et la recherche du profit mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité. Cette difficulté résulte de plusieurs facteurs :

- la contre-offensive de la bourgeoisie au développement de la première vague de luttes de la fin des années 60 : le piège électoral qui a permis à la classe dominante de faire miroiter l'alternative de la Gauche au gouvernement en semant l'illusion que ces partis dits «ouvriers» allaient pouvoir améliorer le sort des prolétaires par une meilleure gestion de l'économie nationale. Les années 70 ont ainsi été des années d'illusion qui ont permis à la classe dominante de briser l'élan de la première vague de lutte ;
- la capacité de la bourgeoisie, du fait du rythme relativement lent de la crise, à freiner l'effondrement de son système en reportant ses effets les plus dévastateurs à la périphérie du capitalisme, c'est-à-dire dans les pays du tiers-monde ;
- la capacité de la classe dominante à saboter le développement de la lutte de classe, notamment à travers le déploiement des pièges les plus sophistiqués du syndicalisme. En particulier, alors que tout au long des années 70 et surtout des années 80 la confrontation répétée aux manoeuvres des syndicats avait conduit la classe ouvrière à tenter de briser l'encadrement syndical, à prendre elle-même ses luttes en main pour les élargir et les unifier, la bourgeoisie a développé l'arme redoutable du syndicalisme de base pour enfermer les ouvriers dans le carcan du corporatisme, empêcher l'extension et l'unification de leurs luttes ;
- le poids de près d'un demi-siècle de contre-révolution et l'oubli des expériences du mouvement ouvrier du passé qui s'est concrétisé par une difficulté de la classe ouvrière à se réapproprier sa propre histoire, ses propres méthodes de luttes et son expérience révolutionnaire des années 1917-23 ;
- la méfiance envers toute organisation politique (et notamment les organisations révolutionnaires qui se revendiquent de la révolution d'Octobre 17) résultant du poids de la contre-révolution stalinienne qui a permis à la bourgeoisie de véhiculer le plus grand mensonge de l'histoire : l'identification du communisme au stalinisme.

Malgré cette gigantesque contre-offensive de la bourgeoisie mondiale, celle-ci n'est pas parvenue à inverser le cours historique aux affrontements de classe ouvert à la fin des années 60. Ainsi, les années 80 ont véritablement été les «années de vérité» venant confirmer l'incapacité de la bourgeoisie à apporter sa propre réponse à la crise.

Des années de vérité parce que l'alternative historique - guerre généralisée ourévolution mondiale - non seulement est devenue plus claire mais était en un sens décidée par les événements de la décennie qui s'ouvrait. Et effectivement, les événements inaugurant cette décennie l'ont montré concrètement : d'un côté l'invasion russe en Afghanistan a mis cruellement en lumière la «réponse» de la bourgeoisie à la crise et ouvrait une période de tensions militaires aiguës entre les deux blocs impérialistes rivaux, d'un autre côté, la grève de masse des ouvriers de Pologne en août 80 faisait clairement entrevoir la réponse prolétarienne. Le mouvement des ouvriers de Pologne a montré comment le prolétariat pouvait se poser en force sociale unifiée capable non seulement de résister aux attaques du capital mais aussi de montrer la perspective du pouvoir ouvrier, un danger bien réel identifié par la bourgeoisie qui a mis de côté ses rivalités impérialistes pour étouffer le mouvement, en particulier par la mise en place du syndicat Solidarnosc. Cette grève de masse a apporté ainsi la preuve définitive que la lutte de classe est la seule force qui puisse constituer un frein à la guerre. En particulier, elle a montré que le bloc russe était incapable de répondre à la crise économique croissante par une politique d'expansion militaire. Il était clair que les ouvriers de l'ex-bloc de l'Est ne pouvaient absolument pas être enrôlés comme chair à canon dans une quelconque guerre future pour la gloire du «socialisme». Ainsi, la grève de masse en Pologne est venu confirmer la perspective historique ouverte par la grève générale de mai 68, celle de la confrontation entre les deux classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat, dont dépend l'avenir de l'humanité.

## Malgré les difficultés de la lutte de classe depuis l'effondrement du bloc de l'Est...

Confrontée à l'approfondissement de la crise économique, la lutte de classe, bien qu'elle ait continué à avancer tout au long des années 80 dans les pays centraux du capitalisme, malgré la défaite et la répression des ouvriers de Pologne, n'a pas réussi à se hisser au niveau requis pour que le prolétariat puisse s'affirmer en tant que force révolutionnaire. Bien que les combats de la classe ouvrière aient constitué un frein à la guerre, ils ne sont pas parvenus à dépasser le niveau de simples luttes défensives, de résistance aux attaques capitalistes. Cette situation où, face à une crise sans cesse plus profonde, ni la bourgeoisie, ni le prolétariat n'ont été en mesure d'apporter leur propre réponse aux convulsions du capitalisme, s'est traduite par un blocage de l'alternative historique «guerre mondiale ou révolution prolétarienne». Après 20 ans de crise ouverte, ce blocage a donné naissance au phénomène de décomposition, de pourrissement sur pied du capitalisme que nous avons mis en évidence à la fin des années 80. Cette décomposition a culminé dans les gigantesques événements de 1989 qui ont marqué l'ouverture définitive d'une nouvelle phase dans la longue chute du capitalisme en faillite, une phase durant laquelle tout l'édifice social a commencé à craquer, trembler et s'écrouler.

L'effondrement du bloc de l'Est et des régimes staliniens a donné un coup d'arrêt à la dynamique générale de la lutte de classe ouverte depuis mai 68. Il a permis à la bourgeoisie de développer toute une série de campagnes autour du thème de la «mort du communisme» et de la «fin de la lutte de classe» qui ont profondé-

ment affecté la capacité de la classe ouvrière à développer ses luttes dans la perspective de la construction d'une nouvelle société, à se présenter en force autonome et antagonique au capital, ayant ses propres intérêts à défendre. Le fait que la lutte de classe n'ait joué aucun rôle dans l'effondrement du stalinisme a profondément entamé la confiance en soi du prolétariat. Sa combativité et sa conscience ont toutes deux subi un recul considérable, permettant à la bourgeoisie de regagner du terrain. Ainsi, la classe dominante des pays centraux du capitalisme a pu profiter de ces événements pour développer ses campagnes sur les «bienfaits» du capitalisme démocratique à l'occidentale présente comme la seule alternative possible à la terreur stalinienne. Sur le terrain de la lutte de classe, elle a pu de nouveau profiter de la perte de confiance en soi de la classe ouvrière pour remettre en selle ses syndicats (et, plus généralement, l'idéologie syndicaliste) qui ont pu faire un retour triomphal (notamment lors des grèves de l'automne 95 en France -cf. notre brochure *Luttes dans la fonction publique de décembre 95*) comme «seuls et véritables défenseurs des intérêts ouvriers».

Néanmoins, le profond recul que le prolétariat a subi avec les campagnes sur la «faillite du communisme», n'a nullement remis en cause le cours historique aux affrontements de classe ouvert à la fin des années 60.

## ... l'avenir appartient toujours au prolétariat

Et si aujourd'hui la bourgeoisie des grandes puissances «démocratiques» s'engage, derrière le gendarme américain, dans des guerres toujours plus sanglantes, comme on l'a vu avec celle du Golfe, au Kosovo et maintenant en Afghanistan, ce n'est pas parce qu'elle aurait emporté l'adhésion enthousiaste des grandes masses ouvrières d'Europe occidentale. Le fait que ce ne soient pas des ouvriers en uniformes, enrôlés derrière les drapeaux nationaux, mais des troupes professionnelles qui sont mobilisées dans ces nouveaux massacres, signifie que le prolétariat n'a pas capitulé devant la logique barbare du capital et qu'il n'est pas disposé à verser son sang pour servir les croisades «humanitaires» de «sa» bourgeoisie nationale au nom du «droit international» ou de «la lutte contre le terrorisme». Bien qu'il ne soit pas en mesure aujourd'hui de freiner le déchaînement des massacres et qu'il assiste, impuissant, à cette orgie des hyènes impérialistes, il détient toujours la clef de la situation historique. L'avenir de l'humanité est toujours entre ses mains.

Malgré toutes les difficultés auxquelles elle a été confrontée pour développer ses luttes depuis l'effondrement du bloc de l'Est et le profond recul qu'elle a subi dans sa conscience, la classe ouvrière n'est pas défaite. De plus, toutes les mystifications que la bourgeoisie a mises en avant depuis dix ans ont été rapidement balayées une par une par l'accélération de la crise économique et la multiplication de conflits guerriers. Il en est ainsi du mensonge du «nouvel ordre mondial», de «l'ère de paix et de prospérité» que le capitalisme à l'occidental était censé offrir à l'humanité après l'effondrement de «l'Empire du Mal». Il en est ainsi également du mythe des «guerres propres» et «humanitaires» que les Etats-Unis et leurs acolytes européens ont essayé de nous faire avaler depuis la guerre du Golfe. Aujourd'hui, la croisade «humanitaire» pour libérer le monde du terrorisme montre encore plus ouvertement le vrai

visage de la «civilisation» bourgeoise. Elle met de plus en plus clairement en lumière le cynisme sans nom de ces grandes puissances démocratiques qui, au nom de la «paix» et de la «liberté des peuples», massacrent les populations civiles, les terrorisent, les condamnent à l'exode massif en les livrant à la famine et aux épidémies. A tel point que les médias eux-mêmes sont obligés aujourd'hui de reconnaître que les représailles de l'Oncle Sam en Afghanistan vont se solder par une véritable «catastrophe humanitaire».

Plus la bourgeoisie est poussée à s'engager dans des aventures militaires de plus en plus sanglantes, plus elle dévoilera aux yeux du prolétariat la barbarie sans fin du capitalisme.

Ainsi, l'aggravation de la crise économique et la multiplication des croisades militaires des grandes démocraties d'Europe et d'Amérique ne pourront que continuer à révéler au grand jour la faillite irrémédiable du capitalisme et constituer pour le prolétariat un facteur de prise de conscience de la nécessité d'en finir avec ce système.

Avec le recul de sa conscience résultant des campagnes anticommunistes qui ont suivi l'effondrement du bloc de l'Est, le prolétariat a pris un retard considérable. Alors que le capitalisme s'enfonce chaque jour plus dans le chaos et la barbarie, le prolétariat n'a pas encore

retrouvé le chemin de sa perspective révolutionnaire. Mais ce profond recul ne signifie nullement que le cours aux affrontements de classe soit remis en cause. En effet, la gravité de la situation historique ouverte avec l'effondrement du stalinisme a suscité au sein d'une minorité de la classe ouvrière une réflexion en profondeur qui a conduit un certain nombre d'éléments en recherche à se rapprocher des positions révolutionnaires, et même à y adhérer. Cela confirme que la situation actuelle contient aussi des potentialités pour une prise de conscience de la faillite du capitalisme et de la nécessité de la révolution communiste, même si cette prise de conscience est aujourd'hui encore très minoritaire.

De plus, avec l'aggravation des attaques contre ses conditions de vie, avec les vagues de licenciements massifs qui vont accompagner la récession, le prolétariat dans son ensemble n'aura pas d'autre alternative que de développer ses luttes. Ce n'est que dans et par la lutte qu'il pourra retrouver son identité de classe, reprendre confiance en lui-même, en ses propres forces, et dans la perspective historique que portent ses combats. La crise reste, aujourd'hui plus que jamais, la meilleure alliée du prolétariat.

CF

## Tract du CCI

(SUITE DE LA PAGE 4)

sont présentés par la bourgeoisie non seulement comme produits de la récession mais comme résultat des attaques terroristes. La lutte contre les sacrifices au travail, imposés pour renforcer l'économie nationale malade ou bien l'effort de guerre. Seule cette lutte peut permettre aux ouvriers de comprendre la nécessité d'une solidarité de classe internationale avec toutes les victimes de la crise et des destructions capitalistes. Seule cette lutte peut ouvrir la perspective d'une nouvelle société libérée de l'exploitation et de la guerre.

La lutte du prolétariat n'a rien de commun avec le pacifisme que mettent en avant les diverses coalitions pour 'arrêter la guerre', montées par des groupes 'pacifistes', les partis verts, les trotskistes et autres. Les pacifistes en appellent aux Nations unies et à la loi internationale ; la lutte prolétarienne ne peut s'étendre que si elle brise les frontières de la loi. Déjà dans la plupart des pays 'démocratiques', toutes les formes efficaces de lutte (comme les tentatives d'étendre les luttes à d'autres secteurs, la prise de décision par des assemblées générales et non par des votes syndicaux, etc.) sont, grâce à la complicité des syndicats, devenues illégales. La lutte de classe est hors la loi ; cela deviendra encore plus explicite dans un période dominée par la guerre.

Les pacifistes lancent aussi leur appel à tous les 'gens bien pensants', à une alliance de toutes les classes contre les positions de Bush, Blair et Cie. Mais c'est une autre façon de noyer les ouvriers dans l'ensemble de la population, précisément au moment où le problème numéro un pour la classe ouvrière est de retrouver son identité sociale - et politique - distincte.

Par dessus tout, le pacifisme ne s'est jamais opposé à l'intérêt national qui, à l'époque de l'impérialisme, ne peut être défendu que par les moyens de l'impérialisme. C'est valable non seulement pour les pacifistes 'respectables' comme les Verts, mais aussi pour l'aile 'radi-

cale' du pacifisme comme les trotskistes qui cherchent toujours à faire défendre un nationalisme contre un autre par les ouvriers. Dans la Guerre du Golfe, ils défendaient l'Irak ; dans la guerre des Balkans, ils se demandaient s'il fallait soutenir la Serbie ou l'Armée de libération nationale du Kosovo (et donc l'OTAN) ; aujourd'hui, ils sont à la recherche d'une fraction 'anti-impérialiste' à soutenir, si ce n'est pas Ben Laden et les Talibans, ce seront alors les groupes armés de 'Résistance palestinienne' dont les idées et les méthodes sont exactement les mêmes.

Loin de s'opposer à la guerre, le pacifisme constitue un ingrédient nécessaire à la coalition militaire de la bourgeoisie, une façon de retarder et de dévoyer une conscience de classe authentique sur la signification de la guerre dans cette société. L'humanité n'est pas confrontée à l'alternative de la guerre et de la paix. Elle est confrontée à l'alternative posée entre la folle spirale des guerres impérialistes et celle du développement de la guerre de classe, entre la descente dans la barbarie et la victoire de la révolution communiste. C'était l'alternative annoncée en 1914 par Lénine et Luxemburg et à laquelle ont répondu les grèves, les mutineries et les révolutions qui ont mis fin à la première guerre impérialiste mondiale. Après presque plus de cent ans de décadence et d'auto-destruction capitaliste, cette alternative nous est posée avec encore plus de clarté aujourd'hui.

Contre le capitalisme responsable des guerres, de la misère, des famines et de toute la barbarie du monde d'aujourd'hui, les mots d'ordre de toujours du mouvement ouvrier n'ont jamais été aussi actuels :

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.**

Courant communiste international  
(8 octobre 2001)

# VIE DE L'ORGANISATION

## PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,  
sans nom de la publication :

### REVOLUTION INTERNATIONALE

Mail Boxes 153  
108, rue Damremont. 75018 Paris

### ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258  
Valencia 46080 - ESPAGNE

### INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -  
BELGIQUE

### INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York  
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

### INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -  
VENEZUELA

### INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106,  
10031 Stockholm - SUEDE

### RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

### WERELD REVOLUTIE

P.O. Box 339  
2800 AH Gouda - PAYS BAS

### WORLD REVOLUTION

BM Box 869, London WCI N 3XX -  
GRANDE-BRETAGNE

### WORLD REVOLUTION

GPO Box 668, Melbourne  
Victoria 3001. AUSTRALIE

### WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln  
ALLEMAGNE

### WELTREVOLUTION

Postfach 2216  
CH-8026 Zürich SUISSE

### REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

### COMMUNIST INTERNATIONALIST

(publication en langue Hindi)  
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.  
HARYANA INDIA.

## BROCHURES

### Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

### La décadence du capitalisme

(15 F + 8F/18F)

### Les syndicats contre la classe

ouvrière (15 F + 8 F/18F )

### Nation ou classe (15 F +8 F/18F)

### Le trotskysme contre la classe

ouvrière (30 F + 8 F/18F)

### Organisation communiste

et conscience de classe

(25 F + 8 F/18F)

### L'Etat dans la période

de transition (20 F + 8 F/18F)

### Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

### La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21F/33F)

### La Gauche hollandaise

(120 F + 8 F/18F)

### La Gauche communiste de

France (40 F + 8 F/18F)

### L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

### La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

### Luttes dans la fonction publique

de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une  
défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8  
F/18F)

### Fascisme et démocratie, deux

expressions de la dictature du

capital (30 F + 8 F/18F)

### Comment le PCF est passé

au service du capital (20 F + 8 F/18F)

### La terreur stalinienne :

un crime du capitalisme,

pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

## RÉUNIONS PUBLIQUES

### La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme

**LYON : le samedi 24 novembre à 15h**  
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne  
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins..

**MARSEILLE : le samedi 10 novembre de**  
**15h à 18h.**Rendez-vous à partir de 14h45  
à la sortie du m° Chartreux.

**NANTES : le samedi 17 novembre à 15 h**  
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-  
Duchaffault (quartier Mellinet).

**PARIS : le samedi 10 novembre à 16h**  
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

**TOULOUSE : le samedi 10 novembre à**  
**15 h**  
Rendez-vous à partir de 14h30 sur la place  
Héraclès, en bord du canal .

## APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

## SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

## ABONNEMENTS

### ABONNEMENT SIMPLE

(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F  
(15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)-  
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

### ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la *Revue internationale*) :  
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :  
110 F (16,8 E)-  
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

### ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5  
E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR  
AVION : 220 F (33,6 E).

### ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre  
presse autour d'eux, nous proposons les  
modalités suivantes :

-*RI* : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :  
400 F (61,1 E).

-*Revue internationale* : abonnement à  
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).

Ecrivez-nous pour mettre au point  
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire  
ou postal à l'ordre de RI -  
CCP523544Y-Rouen, à adresser  
à la boîte postale de RI.

## QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -  
rue Lepneveu

BESANCON : Les  
sandales d'Empédocle  
- 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le  
Roi Lire - rue S<sup>te</sup>-  
Catherine.

BREST : Maison de  
la Presse - 64, rue  
Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD :  
Le Papyvore - 3, rue  
de l'Ente. Maison de  
la Presse - place de  
Jaude.

DIEPPE : Maison de  
la Presse - 102,  
Grande-Rue.

DUNKERQUE :  
Maison de la Presse -  
34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le  
Sphinx - 6.pl. St André.  
L'Encre sympathique - 6,  
rue Saint-Laurent. Tabac-  
Journaux, passage du  
Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse  
Centre C<sup>al</sup> La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des  
Halles - 27, place des  
Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue  
de Béthune. Le Comte de  
Monte-Cristo -  
C.commercial V2  
Villeneuve-d'Ascq. Le  
Furet du Nord, pl du  
Général-de-Gaulle, Lille.

LYON : La Gryphe - 5,  
rue Sébastien-Gryphe (7°).  
La Proue -15, rue  
Childebert (2°). A plus  
d'un titre - 8 rue Platières  
(1er).

MARSEILLE : Odeur

du Temps - 35, rue  
Pavillon (1°).

MARTIGUES :  
Librairie Bellevue - 5,  
Bd Degut.

MELUN : La Porte  
Ouverte -19, rue du  
G<sup>al</sup>-de-Gaulle.

MONTAUBAN :  
Maison de la Presse -  
rue de la République.

MONTPELLIER :  
Librairie Sauramps-Le  
Triangle - Allée J-  
Milhaud.

NANTES : Vent  
d'Ouest - 5, pl. du  
Bon-Pasteur. Maison  
de la Presse, Cours des  
50 otages, 2 pl. de  
l'Ecluse.

NICE : Le Temps de  
Vivre - 50, bd de la  
Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge  
- 1 bis, rue d'Alésia (14°).  
La Brèche - 27, rue  
Taine (12e). Le Point du  
jour - 58, rue Gay-Lussac  
(5°).

SAINT-ETIENNE :  
Librairie de Paris - rue  
Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le  
Temps de Vivre - 71, rue  
Jean-Jaurès.  
Voix au Chapitre - 67,  
rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de  
Presse - bd M<sup>al</sup>-Leclerc.

TOULOUSE : Tabac-  
Journaux - 8, rue du  
Poids-de-l'huile. FNAC-  
81, bd Carnot. Les  
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104,  
rue Colbert.

### DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst.  
No de Commission paritaire : 54267

## PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

### LILLE

**Permanence** le samedi 17 novembre à 14 h 30 à la MNE,  
23, rue Gosselet.

**Vente de la presse** le dimanche 4 novembre de 11h à 12h  
au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la  
rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

### LYON

#### Permanence

le samedi 24 novembre de 18h à 21h, au C.C.O., 39, rue G.  
Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

**Vente de la presse** au métro Saxe-Gambetta, le 3e vendredi  
du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse, le 4e  
dimanche du mois de 11h15 à 12h15.

### MARSEILLE

**Vente de la presse** le samedi 10 novembre de 11h30 à  
12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue  
Rey et à la rue St Michel (13006).

### NANTES

**Permanence** le samedi 17 novembre à 18h à la salle de la  
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

### PARIS

**Permanence** les samedis 1et 15 décembre de 18h à 20h, au  
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

### TOULOUSE

**Vente de la presse** les dimanches 4, 11, 18 et 25 novembre  
au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h30 à 12h.

### TOURS

**Permanence** le samedi 10 novembre à 16h, 9 place de  
la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

### LE CCI SUR INTERNET

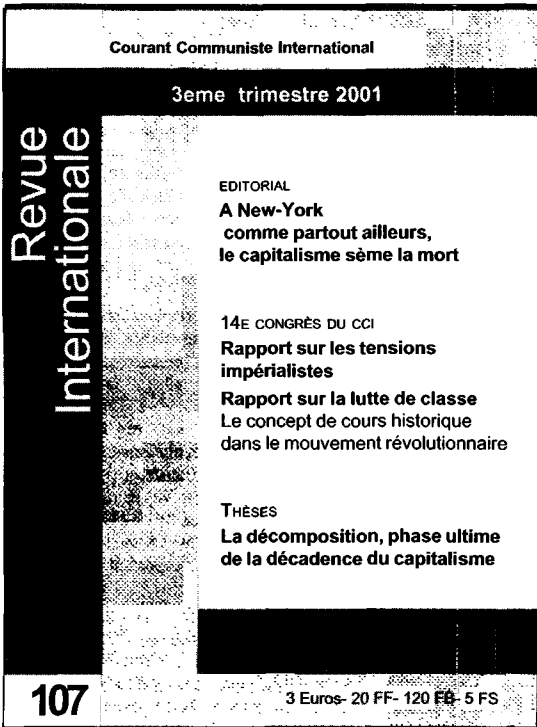
[www.internationalism.org/french](http://www.internationalism.org/french)

## Dernières souscriptions

**Lyon :** Permanences et réunions publiques de décembre  
2000 à septembre 2001 : Isa : 100, Jac : 1450, RB : 150,  
PP : 640, BP : 540, Marine : 20, RD : 60, Cat : 500, AP :  
14.

**Total :** 3474 F.

## Vient de paraître



La Revue Internationale est également distribuée par les NMPP,  
n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

# L'avenir de l'humanité est toujours entre les mains du prolétariat

**Bien que la guerre tende de plus en plus à être banalisée, à devenir une «habitude» et une fatalité à laquelle chacun est appelé à se résigner, elle suscite une inquiétude bien réelle dans la population, et notamment parmi la classe ouvrière. Vers où va la monde ? Existe-t-il une autre alternative historique face à l'aggravation inexorable des conflits impérialistes ?**

Livré à sa propre dynamique, le capitalisme ne peut échapper à la guerre impérialiste. Tous les bavardages sur la paix, toute la prétendue «bonne volonté» de ceux qui nous gouvernent n'y peuvent rien et les périodes de «paix» ne sont que les moments où la bourgeoisie se prépare pour des affrontements encore plus destructeurs et barbares.

Depuis l'entrée du capitalisme dans sa période historique de décadence, avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale, les révolutionnaires ont toujours dénoncé la guerre comme étant le mode de vie permanent de ce système qui ne

peut engendrer que des destructions de plus en plus massives. A la suite de l'Internationale Communiste, le CCI a toujours affirmé qu'avec la décadence du capitalisme s'était ouverte «l'ère des guerres impérialistes et des révolutions prolétariennes». La guerre impérialiste est, en ce sens, la manifestation la plus significative de la faillite historique du mode de production capitaliste. Elle met en évidence la nécessité et même l'urgence du dépassement de ce mode de production avant qu'il n'entraîne l'humanité dans l'abîme ou la destruction définitive.

## La classe ouvrière est le seul obstacle à la guerre

Contrairement au 19e siècle où la guerre, notamment les conquêtes coloniales, était le moyen indispensable au capitalisme lui ouvrant des possibilités de développement ultérieur, les guerres de la période de décadence du capitalisme sont l'expression du fait que ce mode de production a épuisé toutes ses possibilités d'expansion. La conquête de nouveaux marchés et des positions stratégiques par les grandes puissances ne peut qu'engouffrer dans l'abîme les forces productives et accumuler à un rythme accéléré ruines sur ruines. Contrairement aux guerres de la période ascendante du capitalisme qui ne touchaient que des zones limitées du globe et ne déterminaient pas toute la vie sociale de chaque pays, la guerre impérialiste du capitalisme décadent implique une extension mondiale et une soumission de toute la société à ses exigences, et en premier lieu évidemment de la classe productrice de l'essentiel de la richesse sociale : le prolétariat. C'est bien ce qu'ont tragiquement illustré les deux guerres mondiales du 20e siècle qui n'ont pu avoir lieu que grâce à l'embrigadement massif de la classe ouvrière comme chair à canon derrière les drapeaux nationaux.

C'est justement parce que la classe ouvrière est en première ligne des sacrifices imposés par la guerre impérialiste qu'elle porte en elle la fin de toutes les guerres et le seul avenir possible pour la société, le communisme. Exclu de toute propriété, n'ayant aucune patrie et aucun intérêt économique national à défendre, le prolétariat est la seule classe réellement internationale de la société. C'est

la seule classe qui puisse donc offrir une perspective d'avenir à toute l'humanité en s'opposant à la tendance inéluctable du capitalisme vers la guerre, seule réponse que la bourgeoisie puisse apporter à l'aggravation de la crise de son système, une crise permanente et sans issue.

Ainsi, c'est la crise économique, et la capacité du prolétariat à y apporter sa propre réponse qui détermine l'évolution du cours historique. De sa capacité à réagir sur son propre terrain de classe aux attaques imposées par la crise du capitalisme, dépend l'alternative historique mise en évidence par les révolutionnaires depuis près d'un siècle : socialisme ou barbarie, révolution prolétarienne mondiale ou destruction de l'humanité.

Les deux holocaustes du siècle dernier ont révélé que la préparation de la guerre impérialiste suppose pour le capitalisme le développement d'une économie de guerre dont le prolétariat, évidemment, a supporté le plus lourd fardeau. Ainsi, c'est en luttant déjà contre les mesures d'austérité imposées par la bourgeoisie qu'il entrave ces préparatifs guerriers et qu'il fait la démonstration de son refus des sacrifices encore plus terribles exigés lors d'une guerre impérialiste. Pratiquement la lutte de classe, même pour des objectifs limités, représente pour le prolétariat, une rupture de la solidarité avec «sa» bourgeoisie nationale, solidarité que celle-ci lui demande justement dans la guerre. Les luttes ouvrières expriment également une tendance à la rupture avec les idéaux bourgeois comme la «légalité», la «patrie», «l'Etat

démocratique», le faux «socialisme» pour la défense desquels la classe dominante a appelé les ouvriers dans le passé à se faire massacrer et à massacrer leurs frères de classe. La lutte de classe, contre l'austérité et l'exploitation capitalistes, permet enfin au prolétariat de se

## Le prolétariat a empêché la 3e guerre mondiale

A l'issue de la période de reconstruction qui a suivi le second après-guerre, la classe ouvrière a repris le chemin de sa lutte contre le capitalisme dès les premiers signes du retour de la crise économique. Ainsi, la formidable grève générale de mai 68 en France et toute la vague de luttes ouvrières internationales qui l'ont suivie a montré que, après quatre décennies de contre-révolution triomphante, le géant prolétarien avait relevé la tête et avait montré sa détermination à résister à la dégradation de ses conditions de vie. La bourgeoisien'avait plus les mains libres désormais pour déclencher une nouvelle guerre mondiale. En effet, dès la fin du deuxième conflit mondial, le partage du gâteau impérialiste entre les deux principales puissances militaires, l'URSS et les Etats-Unis n'était qu'une étape vers la préparation d'une troisième guerre mondiale. C'est bien ce qu'ont révélé tant le développement faramineux de la course aux armements que les tensions opposant les deux blocs impérialistes rivaux, celui de l'URSS et des Etats-Unis, à travers la multiplication des conflits guerriers en Asie, en Afrique et en Amérique latine. La «guerre froide» n'était rien d'autre qu'une étape vers une nouvelle guerre impérialiste généralisée. Les «trente glorieuses» résultant de la période de reconstruction qui a suivi la Seconde Guerre mondiale n'étaient qu'une pause éphémère dans la descente inexorable du capitalisme dans l'abîme. Avec la fin de cette période de relative «prospérité», la dynamique même du capitalisme ne pouvait que pousser la bourgeoisie vers une nouvelle guerre mondiale, à bouleverser l'ordre des accords de Yalta à travers l'affrontement armé entre le bloc russe et le bloc occidental.

Et si cette 3e guerre mondiale n'a pas eu lieu, c'est bien parce que, suite au resurgissement de la lutte de classe à la fin des années 60, notamment dans les grandes métropoles d'Europe occidentale, la bourgeoisie n'a pas été en mesure d'imposer au prolétariat sa propre réponse au retour de la crise économique.

Dans le passé, le terrain principal sur lequel s'est décidé le cours historique

confronter aux ennemis dans ses rangs, les syndicats, afin de développer son unité qui constitue la condition indispensable de sa capacité à s'opposer, à l'échelle internationale, aux règlements de compte entre gangsters impérialistes.

était l'Europe (notamment ses grandes concentrations industrielles d'Allemagne, d'Angleterre, de France, d'Italie). C'est l'Europe qui a été le théâtre du déclenchement des deux guerres mondiales. C'est ce continent qui a constitué l'enjeu essentiel de l'affrontement entre les deux blocs impérialistes rivaux après 1945. C'est de l'extension de la révolution prolétarienne en Europe (et notamment en Allemagne) que dépendait l'avenir de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. C'est donc le rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat en Europe qui détermine l'alternative historique : guerre mondiale ou victoire de la révolution prolétarienne.

La reprise de la lutte de classe dans la vieille Europe occidentale a ainsi ouvert un nouveau cours historique, un cours aux affrontements de classe, radicalement opposé et faisant obstacle à la dynamique du capitalisme vers une nouvelle guerre mondiale. En effet, le fait que, grâce à sa capacité à reprendre le chemin de ses combats de classe, le prolétariat ait clairement manifesté sa capacité à refuser la logique du capitalisme en crise (notamment les baisses de salaires et la perspective d'un retour du chômage à la fin des années 60) signifiait qu'il était encore moins disposé à accepter le sacrifice ultime, celui de verser son sang sur les champs de bataille du capital. Par ailleurs, si la bourgeoisie n'a pu embrigader la classe ouvrière dans une troisième guerre mondiale, c'est parce qu'elle n'a pas été en mesure d'infliger au préalable à la nouvelle génération de prolétaires, qui n'a pas connu la période noire de la contre-révolution, une profonde défaite idéologique et physique comme ce fut le cas lors des deux guerres mondiales. Au contraire, aux cours des trois grandes vagues de luttes ouvrières qui se sont déroulées pendant deux décennies depuis Mai 68, non seulement la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme n'a pas manifesté une adhésion enthousiaste aux idéaux bourgeois (tels la défense de «l'Etat démocratique», «l'anti-fascisme» ou le mythe de la «patrie socialiste» à l'Est), mais elle a eu tendance, au contraire, à se détourner de ces mystifications qui avaient permis

son embrigadement dans les deux guerres mondiales :

- les mythes de «l'anti-fascisme» ou de la défense de la «patrie socialiste» ont fait long feu ne serait-ce que face à l'absence d'un «fascisme épouvantail» et à la mise à nu de la réalité de l'exploitation et de la terreur dans les pays de l'ex-bloc de l'Est ;

- la croyance en un progrès permanent et pacifique du capitalisme a été sérieusement ébranlée par plus d'un demi-siècle de barbarie aux quatre coins de la planète, et les illusions sur la «prospérité économique» qui se sont développées avec la reconstruction du second après-guerre ont été battues en brèche par le développement de la crise et la dégradation inexorable des conditions de vie de la classe ouvrière ;

- le chauvinisme, mêmes'ils'est maintenu d'une façon non négligeable parmi un certain nombre d'ouvriers, n'a plus le même impact que par le passé. Ses bases ont été sapées par le développement du capitalisme qui, chaque jour, abolit un peu plus les spécificités et les différences nationales. Dans la mesure où c'est au nom de l'intérêt national que la bourgeoisie demande de plus en plus de sacrifices aux ouvriers face à la crise, cet «intérêt national» va apparaître de plus en plus comme l'ennemi direct de leurs intérêts de classe exploitée ;

- la défense de la «démocratie» et de la «civilisation», qui a pris la forme des campagnes sur les «droits de l'homme», ne rencontre de succès important que parmi les habituels signataires de pétitions du milieu intellectuel, mais très peu parmi les nouvelles générations de prolétaires qui ne voient pas quel rapport il peut exister entre leurs intérêts et ces «droits de l'homme» que leurs promoteurs bafouent cyniquement ;

- les anciens partis ouvriers (PS et PC) ont depuis trop longtemps trahi la classe ouvrière pour qu'ils puissent avoir un impact comparable à celui du passé. De plus, ce sont ces partis qui ont eu, dans les années 70, et ont aujourd'hui encore, la tâche, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, de diriger des gouvernements et de porter les attaques directes contre la classe ouvrière. Ce sont eux qui, au gouvernement, mènent les croisades impérialistes de leur capital national.

Avec la fin de la reconstruction du second après-guerre, la bourgeoisie ne disposait donc plus de cet atout considérable pour entraîner le prolétariat derrière la défense du drapeau national.

Ainsi, du fait de l'usure des mystifications bourgeoises qui avaient permis

(SUITE PAGE 6)

## NOS POSITIONS

\* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

\* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

\* Les régimes étatisés qui, sous le nom de «socialistes» ou «communistes», ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

\* Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

\* Toutes les idéologies nationalistes, d'«*indépendance nationale*», de «*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*», quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

\* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La «*démocratie*», forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

\* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis «*ouvriers*», «*socialistes*», «*communiste*» (les ex-«*communistes*» aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de «*front populaire*», «*front anti-fasciste*» ou «*front unique*», mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

\* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, «*officielles*» ou «*de base*», ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

\* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

\* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

\* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

\* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni «*autogestion*», ni «*nationalisation*» de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

\* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'«*organiser la classe ouvrière*», ni de «*prendre le pouvoir*» en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.